

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722
Imprimé par Rotographie.

rouge

MERCREDI
12 MAI 1976

Belgique : 15 FB • Suisse : 1 FS

Ambassadeur de Bolivie en France

L'ASSASSIN DU «CHE» EXÉCUTÉ A PARIS

● Les « brigades internationales Guevara » revendiquent l'action

L'ambassadeur bolivien à Paris, Joaquin Zenteno Anaya a été abattu de deux balles dans le dos hier vers 13 H au pont de Bir Hakeim. Selon l'AFP, les Brigades internationales Che Guevara revendiquent l'exécution et affirment leur refus de voir, en ce jour anniversaire de la fin du nazisme, la France devenir « la poubelle des dictateurs ». Selon le groupe, la fin de Zenteno, qui avait plaidé la non extradition du nazi Klaus Barbie, répond aux mêmes critères que l'exécution du tortionnaire uruguayen Ramon Traval (décembre 74) et de l'attaché militaire espagnol Garcia Plata (octobre 75).

La carrière de « Saturno »

« Morocho appelle Saturno, Morocho appelle Saturno ». Quelque part dans la jungle de l'est bolivien le sous-lieutenant Totti Aguilera, Morocho, s'énervait autour du poste US GRC 9 qui grésille... La communication est enfin établie. Dans son quartier général de Vallegrande, Saturno est abasourdi : il vient d'entendre la phrase clé prononcée par le sous-lieutenant « Tenemos a papa », « Nous avons capturé papa ». En clair, le Che est aux mains des bêtes verts boliviens...

Il est 16 H 30. Ce 8 octobre 1967, le destin de Saturno, le colonel Joaquin Zenteno Anaya a soudain basculé.

Ministre des Affaires étrangères du gouvernement bolivien de 1964 à 1966, Joaquin Zenteno Anaya est nommé responsable de la région militaire de Santa Cruz, à l'est du pays après que l'armée bolivienne ait détecté les camps de l'ELN (armée de libération nationale) dirigée par le Che en personne. Il dirige la 8^e division et les corps spéciaux de Rangers boliviens entraînés par l'équipe des conseillers très spéciaux US emmenée par le major Pappy Shelton.

Dès lors, la carrière du colonel était assurée. En octobre 1971, deux mois après le coup d'Etat qui a amené au pouvoir le général Banzer, il est nommé chef d'Etat major puis commandant en chef de l'armée bolivienne quelques mois plus tard.

Le général était ambassadeur de Bolivie en France depuis le 5 octobre 1973. Neuf ans après, il est prouvé que c'est le 9 octobre 1967, que le destin de Saturno, l'assassin du Che s'est scellé. Définitivement.

Michel Rovere



9 octobre 1967 : Le colonel Joaquin Zenteno Anaya, montre aux journalistes, l'impact sur le canon de la carabine du Che, de la balle qui l'a rendue inutilisable. Joaquin Zenteno Anaya devait d'ailleurs conserver cette carabine comme « trophée de chasse ».

LA POLICE ITALIENNE EN QUESTION

Rencontre avec Franco Fedeli, responsable de la revue « Ordre public » et porte-parole du mouvement démocratique au sein de la police

La police italienne avec ses 230 000 policiers environ représente à l'évidence un corps fort important, puisqu'avec ce chiffre l'Italie atteint le plus fort taux de policiers par citoyen. Mais c'est aussi, du point de vue de ses attributions constitutionnelles, le champ clos d'un vaste imbroglio juridique.

Qu'on en juge : composée de 5 corps il n'existe pas de séparation nette entre les prérogatives de l'un à l'autre. D'où souvent une compétition entre eux. Autre particularité fondamentale : tous les membres de ces corps ont les caractéristiques juridiques d'agent de police judiciaire. C'est-à-dire par exemple, que les dispositions de la « loi réelle » s'appliquaient au gar-

dien de prison qui n'a pas hésité à tirer froidement sur un jeune manifestant, Mario Salvi.

Le recrutement s'opère en général dans les zones les plus arriérées du pays, au sud de l'Italie. La police italienne, de ce fait, constitue un terrain fertile pour les opérations anti-ouvrières d'un pouvoir qui après 20 années d'hégémonie se heurte à une montée de luttes qui l'accablent dans ses derniers retranchements. Dès lors la police devient un enjeu d'importance. Un enjeu que le mouvement démocratique à l'intérieur de la police, dont Franco Fedeli est le porte-parole, compte bien gagner.

Lire notre interview, page 12

Jean-François Vilar

LYON

COUP DE MAIN A MONIN

Sept militants syndicalistes et anti-militaristes, qui tentaient d'empêcher l'armée de briser la grève, interpellés

Voir nos informations page 7

LE BOUFFON ET LE TELEPHONE

Monsieur Lionel Stoléro bouleverse la condition ouvrière. Il a décidé de faire installer plus de deux cent téléphones publics le long des chaînes de montage dans les entreprises.

Imaginez un peu ! Au « Carroussel des sièges » à Renault-Billancourt, entre deux poses de sièges, Mohammed ou Dialo, OS « revalorisés » pourront téléphoner. A qui ? A l'horloge parlante ? Pourtant, donner un coup de fil dans un vacarme de tous les diables, ça devrait leur passer le temps...

Et puis, on peut aller

beaucoup plus loin : pourquoi notre Stoléro, homme d'idées, ne ferait-il pas installer des billards à l'anglaise dans les ateliers de fabrication...

Mais vous verrez, même après qu'on leur ait distribué de la brioche, ces ouvriers de production que Storélu aime tant, finiront encore par trouver le moyen de faire grève... Au moins pourront-ils appeler Storélu pour lui faire savoir leur mécontentement. Sur les 200 postes à la fois.

Joseph Cabrol

A Marseille, le scandale pétrolier rebondit

Voir page 5

Après les décisions de la Cour de cassation

ROLAND AGRET :

« LA LECANUESQUERIE CONTINUE »

« Supplément d'enquête. Pas de suspension de peine ». C'est ce qu'a ordonné hier la Chambre criminelle de la Cour de cassation. Selon le communiqué des magistrats, il n'y a pas de faits

vraiment nouveaux au dossier, « seulement des hypothèses qui demandent à être vérifiées ». Jusque là la Cour ne pourra pas statuer sur la demande de révision. Aucun délais n'est avancé. L'affaire peu donc durer des mois, surtout si les enquêteurs écartent d'emblée des déclarations comme celles de Bendjelloul ou Santelli, ces « malfaiteurs anti-sociaux ». Anti-sociaux : le mot de l'avocat-général Davenas deviendra célèbre dans cette affaire ou seuls sont « adaptés » les individus qui accusent Agret. On le voit, la raison d'Etat était bien présente hier à la Cour de cassation, et la mise en garde de Lecanuet soulignant, il y a peu, la gravité du précédent que créait la suspension de peine de Roland Agret a été parfaitement entendue par les très sereins magistrats. Roland Agret, il l'a dit aussitôt, ripostera à cette nouvelle « lecanuesquerie ». En continuant sa grève de la faim, en acceptant plus que les soins minimums lui permettant de conserver les quelques forces nécessaires pour dicter un nouveau dossier. Non pas le dossier Agret, mais le dossier de ceux dont il est le bouc émissaire dans sa prison. Un détenu « anti-social », vraiment.

international

ITALIE

Le tremblement de terre du Frioul UN MILLIER DE MORTS QUE L'ON POUVAIT EVITER

Il y aura sûrement quelqu'un pour dire que c'est « facile » de faire de la propagande à partir d'un tremblement de terre. Et nombreux sont ceux qui, en Italie, disent qu'il faut oublier toutes les divergences devant les catastrophes naturelles face auxquelles « l'homme ne peut rien ». Et pourtant, il faut le réaffirmer : le capitalisme tue. Certes, le séisme était inévitable, mais les morts ne l'étaient pas !

d'années que le pays est traversé par plusieurs zones sismiques. « Le service géologique italien compte 30 employés (administration comprise). Les géologues capables d'intervenir d'urgence sont à peine 5 », dénonce Enzo Vuillermin, président de l'Ordre national des géologues. Et il ajoute : « il faut éliminer les absurdités administratives dans la définition des zones sismiques. Celles-ci apparaissent beaucoup



Gemona, la ville la plus détruite de la région de Frioul (Photo Boum)

Des exemples existent de prévention de ce type de catastrophe. Les zones sismiques sont aisément délimitables en fonction de la nature de la croûte terrestre. Ces régions délimitées, il faut ensuite les surveiller en permanence et l'on peut ainsi prévenir assez longtemps à l'avance les tremblements de terre.

Les scientifiques de Chine populaire en ont fait la preuve l'an passé. Le tremblement de terre qui eut lieu le 4 février 1975 dans la province de Liaoning avait été annoncé un mois à l'avance, à une heure près, par les services géologiques chinois. 90 % des maisons furent détruites, mais il n'y eut pas une seule victime. Les habitants de la zone avaient été transportés avec leurs biens dans une autre région et installés dans de nouveaux logements, sans la moindre panique.

De même en Union soviétique, le séisme qui détruisit totalement la ville de Tashkent dans l'Oubekistan avait été prévu et il n'y eut que quelques victimes. La ville fut par la suite reconstruite en tenant compte de techniques spéciales.

Ainsi ces catastrophes naturelles ne sont pas fatales pour les populations des zones sismiques, si la surveillance géologique est adéquate. Aujourd'hui en Italie, les géologues dénoncent l'insuffisance de tout le service géologique alors que l'on sait depuis des dizaines

plus vastes sur les cartes que celles qui sont comprises sur les listes ministérielles. Ceci est dû au fait que de nombreuses administrations locales ne veulent pas être classifiées dans les zones sismiques pour des raisons touristiques ou immobilières (les techniques antisismiques sont réputées pour être coûteuses). La recherche du profit maximum fait peu de cas de la vie de centaines de personnes.

Alors que les familles pauvres du Frioul comptent leurs morts (près d'un millier) « l'ombre du Belice » plane sur leur futur. Belice, c'est un village du sud de l'Italie frappé par un tremblement de terre il y a huit ans. Là aussi tout fut détruit et les morts nombreux. Et depuis huit ans, les habitants de Belice vivent dans des baraques provisoires à flanc de montagne : les centaines de milliards de lires débloquées pour reconstruire le village ont fini dans les poches des spéculateurs !

Et depuis des années, les habitants de Belice se sont mobilisés pour exiger leur dû : manifestations à Rome, blocage des accès du village, etc. Ils vivent toujours dans leurs baraques, accusation permanente d'un système qui ne recule pas devant les spéculations les plus sordides.

Anna Libera

ALLEMAGNE

Après la mort d'Ulrike Meinhof LES ACCUSEES ET LEURS AVOCATS QUITTENT LE PROCES

Le procès des trois survivants de la Fraction armée rouge a repris ce matin, deux jours seulement après la mort de Ulrike Meinhof. La salle est bondée, le public trop nombreux reste en partie à l'extérieur, du fait de l'important dispositif de sécurité mis en place. Les représentants de la presse sont là eux aussi en très grand nombre.

L'avocat de Baader commence et demande une suspension d'audience de 10 jours. Puis Raspé, Baader, et Ennslein, entrent dans la salle d'audience. Raspé tente de prendre la parole mais le juge Pinzling l'en empêche : « il faut ici que l'ordre règne, vous ne pouvez pas parler quand vous voulez »

Raspé : « Ulrike a été exécutée. Nous ne savons pas encore comment, mais nous savons déjà par qui »

Pinzling : « je vous retire la parole »

Raspé : « si jamais Ulrike Meinhof avait voulu se suicider, elle en aurait discuté avec nous et en particulier avec Baader. Ses rapports avec nous et Andréas étaient d'une telle tendresse qu'il n'est pas possible de croire.. »

Pinzling : « ce n'est pas le lieu pour tenir une oraison funèbre »

L'avocat Heldman obtient que Raspé, qui n'a pas d'avocat et effectue lui-même sa défense, puisse s'exprimer.

Raspé : « les rapports que Ulrike a eu avec Andréas et nous tous depuis sept ans étaient fraternels et libres, libres comme cela n'est possible que dans le combat pour la liberté. Il n'y a eu aucune rupture aucune tension entre Ulrike Meinhof et nous. Ceci est prouvé par les lettres et les écrits de Ulrike jusqu'à vendredi : il s'agit d'une exécution et au moins l'un des coupables est Dubach (l'un des procureurs de la République). »

Pinzling : « je vous retire la parole »
Raspé et Baader sortent alors de la salle d'audience.

Ennslein : « je veux lire une déclaration que j'ai écrite dimanche »

Pinzling : « je ne vous laisserai pas diffamer les médecins qui ont fait l'autopsie ».

Ennslein : « ni nous ni les avocats, si sa sœur n'ont pu voir Ulrike Meinhof... »

Pinzling : « la cour n'a pas en prendre en considération la mort librement choisie de Ulrike Meinhof ».

Ennslein : « la veille nous avons parlé ensemble par les fenêtres et dans la nuit j'ai encore entendu de la musique. Nous étions tous ensemble samedi. Nous avons discuté de l'identité de l'individu et de la conscience... A dix heures 30 dimanche matin nous avons demandé à voir le corps. Cela nous a été interdit. Nous avons alors demandé que le transport du corps soit suspendu jusqu'à l'arrivée des avocats. Quand le premier avocat est arrivé, le corps a été enlevé à toute vitesse pour empêcher qu'il puisse le voir ». Ennslein termine et s'en va.

L'avocat de Baader demande alors que l'audience soit suspendue pour 10 jours : « Il faut attendre de connaître la vérité. Moi, je ne parle pas de suicide, mais de meurtre par personne anonyme. Tout milite contre la théorie de « la mort choisie librement ». Il est tout de même remarquable que mardi dernier nous ayons réussi, pour la première fois depuis le début du procès, à passer aux motivations politiques soutenant l'action des prisonniers, et que moins d'une semaine après Ulrike Meinhof soit morte ».

Pourtant à midi le juge annonce qu'il n'y aura pas de suspension d'audience et que le procès reprendra à 14 heures mardi après midi. La salle

réagit vivement. Des gens crient « Prinzing assassin »

Pinzling : « qui a crié ? »

Plusieurs personnes se lèvent volontairement.

Un jeune homme : « ici c'est un théâtre de marionnettes, pas une cour ».

La police intervient et expulse une cinquantaine de personnes.

Pinzling : « je ne vous pas la nécessité de suspendre la séance. Les accusés ont eu depuis dimanche matin pour s'habituer à la mort de Ulrike Meinhof. D'autre part, il n'y a aucune raison de

douter des raisons de la mort de Ulrike Meinhof : le suicide. Il est regrettable que les gens ne croient pas en la justice.

Schilly : « je ne vois pas la nécessité de poursuivre le procès dans ces conditions-là. Les accusés ne seront présents qu'après les funérailles ».

Pinzling : « vous avez été commis d'office par la cour. C'est votre devoir d'être présent ».

Shily : « je connais mieux mon devoir que vous ». Puis il quitte la salle d'audience..

TRIBUNE Internationale

Comité de Soutien à la Fraction Armée Rouge

Vous qui me parlez de suicide faites gaffe !

Par cet assassinat camouflé en suicide l'Etat allemand veut faire accréditer sa thèse selon laquelle la lutte de la Fraction armée rouge, la guérilla urbaine dans les métropoles de l'impérialisme sont vouées à l'échec. Ceci au moment même où à l'occasion de leur procès, les accusés de Stuttgart venaient de revendiquer la légitimité de leur action contre les forces US en République fédérale allemande.

Nous ne nous laisserons pas abattre par ce meurtre qui rappelle les « suicides » de Patrick Mirval, Pinelli et l'assassinat de George Jackson.

Le but de cette action est de faire passer la lutte des combattants de la Fraction armée rouge comme désespérée au moment où, en Europe et ailleurs, malgré l'énorme appareil de propagande de la bande à Schmidt-Giscard-Ford et consorts, un plus grand nombre de révolutionnaires a compris que la lutte de la RAF fait partie de la lutte mondiale des peuples contre l'impérialisme et n'a rien à voir avec le terrorisme. Ce meurtre n'est pas le premier que l'Etat allemand ait commis contre des révolutionnaires de la Fraction armée rouge emprisonnés.

Nous ne permettrons pas que l'on continue à dire qu'Ulrike Meinhof est morte de la grève de la faim ni que Siegfried Haussner « est mort des suites de ses blessures » après l'action de Stockholm, alors qu'il a eu le crâne fracturé par les crosses des policiers suédois et que la prison de Stuttgart où il avait été transporté n'est pas du tout équipée pour soigner les fractures du crâne.

Nous laisserons à d'autres le soin de faire la biographie des révolutionnaires. Pour nous la lutte continue plus que jamais.

Il s'agit d'accroître le mouvement de solidarité envers les prisonniers des mouvements de guérilla en Europe que les bourgeois assassinent : en Espagne, au Pays basque, en Irlande, en Italie et dans les pays occupés par l'impérialisme :

Palestine, Amérique latine, etc. partout où les peuples remettent en cause le monopole des armes du terrorisme international, celui des armées impérialistes :

« Notre volonté de ne pas crever, de ne pas nous laisser briser est notre volonté de rendre possible l'impossible. Que nous soyons torturés, combien de temps, avec quelle intensité, avec ou sans chance de survie, cela ne dépend en aucune manière des mots que nous utilisons pour décrire ces saloperies. Cela est objet de consommation. Mais cela dépend par contre de la force organisée de la puissance des protestations » Extrait de lettre d'une prisonnière de la Fraction armée rouge.

Pour intensifier le mouvement de soutien aux prisonniers de la RAF, dénoncer les conditions de détention destinées à exterminer les prisonniers, expliquer leur lutte, réagir ensemble face au nouveau fascisme des Etats européens.

Meeting, avec projection du film « de qui dépend que l'oppression demeure ? » de Pierre-André Boutang et Fred Mohr.

Fac de Vincennes Amphi 2 15 h mercredi 12 mai

Arts et Métiers Amphi 3 15 h jeudi 13 mai

Centre St-Charles 15 h vendredi 14 mai

Afin que personne n'ignore ce que disait Ulrike Meinhof à l'ouverture de son procès :

« De qui dépend que l'oppression demeure ?

De nous !

De qui dépend qu'elle soit brisée ?

De nous aussi ! »

Comité de soutien aux prisonniers de la Fraction Armée rouge, C/O Les Temps modernes 26, rue de Condé, Paris VI^e, permanence vendredi 17 h 30-19 h 30. Tél : 326 47 81. Libellez les dons à l'ordre de « Comité RFA ».

communiqué

Les soussignés expriment leur horreur devant la fin tragique d'Ulrike Meinhof, faisant suite à celle d'Ulrike Meinhof. Ils s'inclinent devant les souffrances inhumaines auxquelles ont été soumis les membres de groupe qu'une opinion abusée par le gouvernement de la RFA et la presse internationale s'obstinent à appeler la bande Baader-Meinhof. De telles pratiques policières et judiciaires ne rappellent que trop celles du nazisme et sont indignes de régimes qui se prétendent démocratiques. Les soussignés exigent que toute la lumière soit faite sur les circonstances de la mort d'Ulrike Meinhof, et que cessent les traitements barbares infligés aux autres inculpés.

Signatures : Simone de Beauvoir, Claude Bourdet, François Chatelet, Jean Chesneaux, Gilles Deleuze, Marguerite Duras, Jean-Pierre Fay, Daniel Guérin, Pierre Halbwachs, Dienys Mascolo, Claude Mauriac, Olivier Rvaut d'Allones, Jean-Paul Sartre, Pierre Vidal-Naquet.

ARGENTINE

QUATRE JOURS DE GREVE A LA RENAULT-CORDOBA

La grève déclenchée vendredi par les ouvriers de l'usine Renault de Santa Isabel à Cordoba a été suivie à 100 %. Les 8 500 ouvriers de l'entreprise ont occupé, les bras croisés, leur poste de travail ; vendredi quatre voitures au lieu des 200 habituelles sont sorties des cabines de montage. Encore étaient-elles incomplètes et hors d'état de rouler.

Les grévistes ont déclenché leur action après la décision jeudi de la direction de l'entreprise de mettre à pied pour 24 heures 1 000 ouvriers de l'usine Santa Isabel à la suite du mouvement de cassage des cadences qui ralentissait dans de fortes proportions la production des chaînes depuis plusieurs jours.

En cassant les cadences, les métallos de Renault voulaient obtenir des augmentations de salaire plus substantielles que les 12 % accordés "généreusement" par le gouvernement (l'inflation a atteint plus de 400 % dans la dernière année.)

Face à la combativité affirmée unanimement par les ouvriers de Renault, le patronat hésite dans la conduite à tenir. Il craint avant tout une extension du mouvement et rappelle que l'usine de

Santa Isabel a toujours été le point de départ des conflits généralisés dans la région. Cordoba, à 800 km au nord-est de Buenos-Aires est depuis de longues années l'épicentre des luttes sociales en Argentine. Le gouvernement militaire tente pour l'heure de jouer la carte de la fermeté. Les autorités ont interdit la grève et le ministre de l'économie Martinez de Hoz a fermement recommandé aux directeurs d'entreprise de ne pas accorder « d'augmentations sauvages », menaçant de sanctions les patrons qui ne suivraient pas cette recommandation.

Mais cette seconde épreuve de force sociale, après la grève victorieuse des ouvriers de la Général Motors il y a trois semaines, depuis le coup d'Etat militaire du 18 mars, même si elle ne devait pas durer, prend d'emblée une allure de défi et de test. Elle ne peut qu'aiguïser les tensions apparues depuis quinze jours au sein de la junte entre le « mou » Videla et les « durs » des régions militaires de Mendoza et de Cordoba menés par le général Menendez sur l'ampleur et les rythmes de la répression à mener contre le coeur de la classe ouvrière argentine.

M. Rovère

Après l'exécution de l'assassin du Che LE 9 OCTOBRE DE « SATURNO » — récit —

9 octobre 1967

Le bruit de l'hélicoptère plane au-dessus du petit village bolivien de La Higuerra, dans la vallée du P' Grande. Puis s'éteint. Commandant de la 8^e division bolivienne, le colonel Joaquín Zenteno Anaya en descend, fait un bref salut militaire, et se dirige vers la petite école. Il pousse la porte et fixe le prisonnier, Ernesto Che Guevarra. Un soldat a témoigné du dialogue entre Che et l'officier en tenue de ranger nord-américain.

Zenteno : « Et que penses-tu maintenant ? ».

Le Che, méprisant : « Qu'est ce que ça peut te faire ? ».

Zenteno s'emporte : « Tu n'es plus à Cuba, señor, mais en Bolivie et tu dois savoir que je suis un militaire bolivien. Si tu as pu t'échapper au Congo, au Venezuela, tu ne nous échapperas pas en Bolivie ».

Le Che ne répond pas. La « conversation » brise là, mais en sortant de la salle de classe, Zenteno semble visiblement mal à l'aise.

A 11h 15 du matin, arrive l'ordre de La Paz, signé par le président de la République, le général Barrientos et le chef de l'armée, le général Ovando : « Liquidez le Che ! ». Le télégramme précise que le colonel Zenteno Anaya est responsable de l'exécution de cet ordre.

Mais c'est un sergent, Mario Teran, qui finalement se chargera de la corvée. Il devra d'ailleurs s'y reprendre à plusieurs reprises pour achever le compagnon de Fidel Castro. Il est juste midi.

Zenteno est resté dehors, dans le patio de l'école, à attendre les coups de feu. Une fois l'ordre exécuté, il regagne vers 13h en hélicoptère son quartier général de Vallegrande. Là, il réunit à 5 heures de l'après-midi les journalistes présents et leur communique : « Le señor Guevarra est mort. Toutes les preuves indiquent qu'il s'agit effectivement de lui ».

Quelques heures plus tôt, les trois compagnons du Che, capturés dans le combat des gorges, Willy, Pacho, Aniceto et un trotskyste péruvien qui a rejoint la guérilla bolivienne, El Chino ont été exécutés.

Si l'exécuteur n'est qu'un minable sergent, l'assassin du Che a un nom désormais, Joaquín Zenteno Anaya.

aux quatre coins du monde

ALLEMAGNE : LES SYNDICATS POUR LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

« La quantité de travail actuellement nécessaire dans l'industrie automobile doit être répartie sur davantage d'épaules », a déclaré lundi à Munich le président du syndicat de la métallurgie de RFA.

A l'ouverture d'un congrès des syndicats européens de l'automobile, M. Loderer qui est également président de la Fédération internationale des syndicats de la métallurgie (IMB), a souligné que les revendications syndicales s'orienteraient dorénavant sur une réduction du temps de travail pour imposer la création de nouveaux postes de travail.

Il a demandé une prolongation des congés annuels et une réduction des horaires hebdomadaires de travail. Il a lancé un appel pour que là où cela était possible, on refuse les heures supplémentaires.

(AFP)

TUNIS GREVE SAUVAGE DES POSTIERS

Les travailleurs tunisiens donnent bien du fil à retordre à l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT). Après les chemins de fer et les autobus qui étaient en grève la semaine dernière en dépit des mots d'ordre contraires du syndicat unique tunisien, les postiers ont lancé à leur tour une grève sauvage lundi dernier.

Cette grève survient deux jours après les déclarations de l'UGTT contre les grèves « incontrôlées », qui soulignaient que tout syndicaliste qui mènerait une politique contraire à celle de la centrale serait immédiatement exclu de celle-ci.

COMMUNIQUE

Le Comité de soutien à l'action révolutionnaire au Liban (CSARL) lance l'appel suivant aux progressistes arabes et à tous les démocrates du monde pour leur demander de manifester leur solidarité active et immédiate pour :

1) s'opposer au complot fomenté par les Etats-Unis visant à liquider la gauche libanaise et à mettre sous tutelle la Résistance palestinienne.

2) rejeter les procédés non démocratiques qui ont amené l'élection d'un président de la république refusé par la majeure partie du peuple libanais.

3) mettre fin aux pressions et à l'ingérence de la Syrie dans les problèmes internes du peuple libanais.

4) donner leur appui total au mouvement national progressiste libanais qui contrôle 80 % du territoire et exprime incontestablement les vœux profonds des masses déshéritées du Liban.

Paris le 9.5.1976

la Hongrie 20 ans après 56

de notre envoyé spécial F. Dupain

3/ A LA RECHERCHE D'UN TAYLORISME SOCIALISTE ?

Culte des valeurs nationales, idéologie de la consommation s'accommodant paradoxalement d'un système de distribution chaotique, telle est l'atmosphère quotidienne où baigne le citoyen hongrois. Par ailleurs, l'introduction de la réforme économique de 68 n'a fait qu'accentuer les différenciations sociales, provoquant tensions sociales et tendances centrifuges au sein des couches dirigeantes. L'article d'hier ne rapportait-il pas les propos d'un technocrate préconisant le chômage partiel comme solution aux problèmes économiques, dans le cadre du nouveau plan quinquennal.



Le 1^{er} janvier 1976, un décret publié en commun par le ministère du Travail et le ministère des Finances est entré en vigueur, donnant un coup d'arrêt à toute embauche de personnel administratif.

L'un des points les plus sensibles de l'économie hongroise est en effet la surabondance des employés. De 1950 à 1970, le nombre des travailleurs manuels s'est accru de 264 % contre 215 % pour celui des employés. Mais tandis que le taux de croissance du nombre des travailleurs administratifs ne cesse de croître, celui des travailleurs manuels est en baisse : entre 1950 et 1967, l'augmentation du nombre des employés était de 8 600 par an ; les trois années suivantes, il s'est élevé à 17 000 par an... Selon le secrétaire d'Etat au Travail, le décret vise à « mettre fin à ce processus malsain ». Son effet coercitif, ajoute-t-il, sera plus efficace que le comportement libéral des entreprises dont on peut craindre qu'il ne vise avant tout à maintenir le niveau et la répartition actuelle des effectifs. D'autre part, une réglementation plus stricte concernant les salaires et la répartition de la masse salariale devrait renforcer l'intérêt de la collectivité à réduire les effectifs administratifs des entreprises.

La jeunesse touchée

Le décret qui a soulevé une émotion certaine dans la population, touche surtout les jeunes qui arrivent sur le marché du travail sans formation professionnelle spécialisée. « Le plein emploi sera, comme toujours, assuré », déclare le secrétaire d'Etat, mais l'intérêt de la collectivité devra être davantage pris en considération. Il y aura toujours des emplois pour les jeunes, mais qui ne seront pas toujours conformes à l'idée qu'ils pouvaient s'en faire a priori. « Nous devons admettre qu'il n'y a rien de honteux dans le travail manuel... Nous sommes tous consommateurs du revenu national qui provient de la production », fait remarquer le conseiller juridique du ministère du Travail.

Renforcer la discipline...

Ce décret a pour but de remédier par des mesures coercitives au problème crucial de la discipline du travail que le fameux intéressement matériel mis en place par le nouveau mécanisme est loin d'avoir résolu. Il semble aller dans la même direction que ces nombreux technocrates et économistes qui, voulant pousser à son terme la logique de la réforme économique, parlent de la nécessité du chômage partiel pour renforcer la discipline du travail et pour augmenter la productivité.

... et la productivité

« Atteindre un niveau plus haut de la productivité est la tâche léniniste primordiale pour la victoire de la société nouvelle » (discours de Lakatos pour le 30^e anniversaire de la libération de la Hongrie). Pour remplir cette tâche léniniste en Hongrie, la direction du Parti ne ménage pas

ses efforts. En dehors des mesures économiques pour le renforcement de la discipline du travail, le Parti donne, par son travail politique, « le départ au perfectionnement des méthodes de la direction économique ». Un grand effort est fait pour le renouvellement et la modernisation des installations et des méthodes de travail.

Couleurs scientifiques

A l'usine MOFEM a eu lieu la mise en place de la première chaîne de production basée sur l'analyse des mouvements gestuels. Sur cette chaîne la production journalière a augmenté de 60-70 %. C'est l'achat d'une licence suédoise et d'une licence autrichienne qui est à l'origine de l'élaboration de nouvelles méthodes de travail. Des spécialistes tchécoslovaques ont offert leur collaboration pour l'introduction en Hongrie du système de travail basé sur l'analyse des gestes. « Avec la nouvelle méthode, nous pouvons assurer le confort des gens en même temps que l'accroissement de leur capacité de travail », dit le directeur du groupe de recherche. La couleur des murs, celle des blouses de travail, l'éclairage, étaient choisis selon des critères scientifiques. Nepszabadsag, le quotidien du Parti, donne un compte-rendu triomphaliste de cette nouveauté : « Avant, tout le monde finissait un produit, maintenant, tout le monde fait un travail partiel. On combat la monotonie de ce travail en changeant de place autour de la chaîne dans la journée et en tenant trois récréations par poste. Une telle chaîne exerce beaucoup d'attraction, dit un contre-maitre. Tout le monde aimerait avoir la nouvelle blouse, travailler dans de meilleures conditions, et, avec plus de travail bien sûr, ramener une paye plus élevée ».

L'exemple de l'usine MOFEM n'est pas unique en son genre. L'usine d'instruments de précision d'Iklad a également fait des progrès dans le sens de la réorganisation rationnelle du travail. Ici, l'ancienne chaîne cotoie la nouvelle. Les femmes qui travaillent sur la première parlent avec admiration de la nouvelle chaîne. Non seulement le travail est moins pénible, mais celles qui y travaillent gagnent plus ! Le directeur de l'usine raconte : « Nous n'avons pas eu d'autre solution. Comme nous voulions augmenter la production de 15 à 20 % par an, il fallait mieux organiser la production ». Pour cela, une analyse très précise des conditions de travail a été faite. Ses résultats ont amené une réorganisation de la chaîne avec « plus de considération pour les exigences ergonomiques ». Pour ne pas pouvoir distinguer celles qui travaillent sur la nouvelle chaîne des autres et réduire ainsi « le danger de la discorde », la direction a trouvé cette « petite chose psychologiquement si importante » : au moment de la mise en service de la nouvelle chaîne, tout le monde a eu droit à une nouvelle blouse de travail ! L'anecdote qui a circulé en Hongrie, il y a bien des années redevient d'actualité : Le capitalisme est en train de pourrir, rattrapons le, et essayons de le dépasser...

Demain : le rôle des intellectuels

MILITARISER LES NUAGES...

● La climatologie

ça sert aussi à faire la guerre.

Des changements climatiques majeurs dont le processus est déjà entamé et qui pourraient durer de 40 ans à plusieurs siècles vont entraîner dans le monde des bouleversements économiques et politiques d'une « importance incommensurable », annonce un récent rapport de la CIA. « Les modifications climatiques vont refroidir des régions agricoles importantes et provoquer des sécheresses dans d'autres ». L'Inde, la Chine, l'URSS, l'Europe du Nord et le Canada seraient particulièrement touchés, et de nombreuses régions du monde connaîtraient des périodes de famine cycliques (tous les 4 ou 5 ans) qui menaceraient sérieusement les réserves mondiales et provoqueraient, si on n'y prend pas garde des dizaines de millions de victimes.

Droit de vie ou de mort

Un chapitre entier du rapport a été gardé secret, sous le titre « recommandations » on ne trouve qu'un seul mot : « censuré ». Pourtant, personne, depuis la publication d'une étude du Bureau de recherches politiques de la CIA, peu de temps avant la Conférence mondiale sur l'alimentation en août 1974 à Rome, n'ignore quelles sont les recommandations de la CIA en la matière.

« Si la tendance au refroidissement se poursuivait pendant plusieurs décennies, il se produirait certainement une pénurie absolue de nourriture (...) La production américaine ne serait probablement pas trop affectée. Détenant la plus grande partie des quantités mondiales de grains liés à l'exportation les Etats-Unis (...) dans un monde au climat plus froid, et par conséquent plus affamé, auraient une position de quasi monopole (...) et cela pourrait leur donner un pouvoir qu'ils n'ont jamais eu auparavant peut-être une hégémonie économique et politique plus grande que celle des années qui suivirent immédiatement la fin de la deuxième guerre mondiale.

Washington pourrait acquérir pratiquement un droit de vie ou de mort sur le sort des multitudes démunies. Les Etats-Unis obtiendraient une influence politique et économique extraordinaire. Car non seulement les pays pauvres sous développés mais également les grandes puissances dépendraient, au moins partiellement, des importations de produits alimentaires en provenance des Etats-Unis.

Dans les régions pauvres et sans puissance, la population devrait être réduite au niveau où il serait possible de la secourir. Sinon toute aide; toute subvention, aussi généreuse que soit le donateur resterait sans efficacité. Il faudrait que la population des pays les plus déshérités diminue au moins jusqu'au moment où le climat s'améliorera et où les techniques agricoles auront suffisamment progressé. Le problème démographique devra se résoudre de la manière la plus déplaisante... »

L'arme alimentaire

Certains faits depuis, sont venus montrer comment les Etats-Unis entendent utiliser l'arme alimentaire. L'aide alimentaire des Etats-Unis — dont le programme « food for peace » créé par Kennedy en même temps que Défense Intelligence Agency, l'Alliance pour le progrès et le Spéciaux forces, n'est qu'un élément — est régie par la loi 480, votée par le congrès en 1954. Son objectif est évident. Confrontés à un important surplus agricole qui menace

la stabilité des cours, les Etats-Unis entendent ne pas le brader mais au contraire en faire un instrument qui contribuerait à élargir les marchés d'exportation, « en transformant à terme une mesure d'aide, en vente en dollars, selon le processus suivant : dans un premier temps les Etats-Unis accordent des dons ou établissent des accords de troc avec le pays considéré ; dans un deuxième temps, ils établissent des contrats dans la monnaie du pays, et enfin en dollars avec accords de crédit — le but étant d'intégrer le pays dans les relations commerciales « normales » avec les Etats-Unis »

Mais cette aide est aussi un moyen de pression politique. « L'alimentation est une arme ; c'est un de nos principaux instruments de négociation » déclarait en novembre 1974 le secrétaire américain à l'agriculture, M. Earl Butz, tandis que Daniel Moynihan ancien ambassadeur en Inde et ancien représentant des Etats-Unis à l'ONU affirmait : « Oui la nourriture est une arme et nous devons nous en servir. Nous aurions été scandalisés de l'utiliser il y a une décennie, mais maintenant nous devrions le faire ». Daniel Moynihan sait de quoi il parle : l'Inde a été ainsi contrainte d'interrompre son commerce avec le Nord-Vietnam et Cuba.

Les prévisions du secrétaire d'Etat Henry Kissinger en matière d'assistance alimentaire — dans le cadre du programme Food For Peace — sont à cet égard extrêmement révélatrices. Pour l'année fiscale 1975, elles avaient initialement été fixées à 900 millions de dollars, dont un peu plus de la moitié devaient être attribués au Chili, à la Corée du Sud, à Saïgon, au Caire et à Amman. Un choix d'autant plus significatif du caractère politique de l'aide alimentaire que dans le même temps les Etats-Unis ignoraient presque totalement les appels pressants à la solidarité internationale lancés par l'Asie du sud, le Sahel et l'Amérique centrale.

Enfin, on peut se demander si l'impérialisme US ne serait pas prêt — pour peu qu'il en ait les moyens technologiques et scientifiques — à provoquer les bouleversements climatiques, limités à certaines régions du globe, en fonction du type de préoccupation (économique, politique ou militaire) qui le motiverait. La guerre du Vietnam à d'ores et déjà montré que la géographie — et partant, la climatologie qui en est l'une des composantes — « sert à faire la guerre, de la façon la plus globale, la plus totale. Un des exemples les plus célèbres et les plus dramatiques a été la mise en application en 1965, 66, 67 et surtout 1972 d'un plan de destruction systématique du réseau des digues qui protègent les plaines extrêmement peuplées du Nord-Vietnam »

Malgré une campagne de dénonciation au niveau international, les Etats-Unis n'ont pas hésité à poursuivre, et même intensifier le bombardement des digues en 1972 dans l'espoir que des crues, comparables à celles qu'avaient connu le fleuve Rouge en 1971, emporteraient les digues au moment de la saison des pluies. Cet espoir s'avérant ne pas devoir se réaliser l'aviation américaine entreprit de provoquer des pluies sur les montagnes d'où descendent le fleuve Rouge et ses affluents.

De sorte qu'il ne serait pas aberrant d'imaginer les fous criminels du Pentagone et du Département d'Etat, entraînés de se lancer à l'assaut de paisibles stratus, cumulus ou nimbus qu'ils s'efforceraient de militariser.

Julien Tonnac

PLUS-VALUES

LA MONTAGNE ET LA SOURIS

Le Parlement discute donc de la loi sur la taxation des plus-values. La majorité de nos lecteurs ne se sentira sans doute pas concernée, mais ce n'est pas là une raison pour se désintéresser de la question : les choix fiscaux d'une société — et les tensions auxquels ils donnent lieu — sont souvent bien révélateurs de ses mécanismes politiques et sociaux. Notre système fiscal repose principalement sur trois catégories d'impôts :

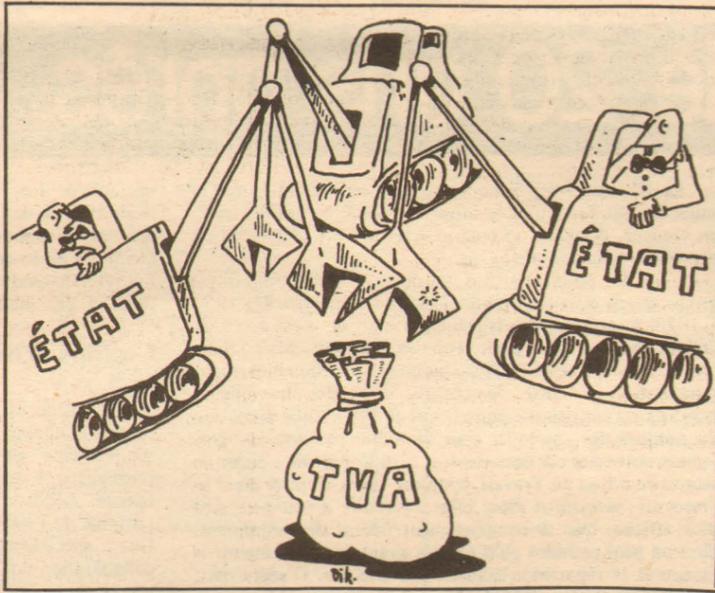
- un impôt payé par les consommateurs, la TVA, qui fait le gros des ressources ;

- un impôt sur le revenu (la déclaration annuelle), accompagné d'un impôt sur les bénéfices des sociétés ;

- un impôt sur les signes extérieurs (logement, biens fonciers, commerces et industries) qui alimentent les budgets locaux.

Pour mémoire, diverses taxes, droits et autres, ont un volume et un impact bien moindre.

La panoplie fiscale française, récemment, a failli s'enrichir d'une taxe foncière (rejetée par le Parlement lors de la discussion de la loi d'orientation foncière), et s'est adjointe une « taxe conjoncturelle » baptisée « serisette », du nom de son créateur Jean Serisé, et qui n'a pas été appliquée (elle était censée s'appliquer en période d'expansion, et la récession lui a enlevé son utilité).



Bref, c'est un domaine où les changements sont rares et prudentissimes.

Or, le projet de loi sur les plus-values semble déclencher un maelstrom politique. L'on ne parlera ici, bien sûr, que du projet ; les amendements auxquels il va donner lieu ne risquent guère, semble-t-il de le rendre plus sévère, au contraire.

Dans sa conférence de presse, Giscard a expliqué qu'il convenait de

taxer les plus-values, car le système français d'impôt sur le revenu ne les frappait pas ; que, même pour les frapper peu, c'était une question de principe. Il s'agit d'un argument faux : déjà, certaines plus-values étaient imposées à l'impôt sur le revenu. Le projet de loi prévoit, sur certains points, d'adoucir ou de supprimer la taxation existante (fort curieusement, Le Monde daté du 5 mai gomme cette conséquence) par exemple, dans le cas d'une grosse plus-value réalisée sur la vente d'un terrain à bâtir acquis depuis plus de quarante ans ; sur d'autres points, les actions, ils existait un système de taxation des plus-values peu commode et pratiquement pas appliqué ; le projet prévoit une taxation légèrement plus sévère. L'ensemble du projet, tel qu'il est présenté, ne dépasse pas le rapetassage (1) de dispositions déjà existantes — moins sévère sur certains points, plus sur d'autres. Quand il sera passé à la moulinette du Parlement, ce sera encore plus lamentable. Vraiment pas de quoi fouetter un chat.

La prudence avec laquelle le Programme commun évite d'entrer dans les détails de la fiscalité qu'il envisage est fort explicable. Il est intéressant de noter quelles seraient les caractéristiques que devrait comporter, au minimum, en ce domaine, un projet social-démocrate

Mais pourquoi diable Giscard a-t-il choisi de déclencher une telle tempête ? Sur ce point, naturellement, l'on ne peut que supposer : il doit y avoir des intentions et un accomplissement ; ce qui se passe n'est pas forcément prévu dans ses moindres détails, et les « loupés » sont possibles. En gros, toutefois, le projet des plus-values (Giscard aurait dit « ce sera mon Algérie ») vise à conforter l'image publicitaire du président réformateur, qui contre hardiment les privilèges de son propre clan, pour le bien général du pays — de la même façon que De Gaulle avait « imposé aux ultras » la paix en Algérie. L'hostilité de Rivarol, de Minute, d'Aspects de la France, de Aux Ecoutes conforte cette image de marque sans risques sérieux (il n'y a pas de véritable parti d'extrême-droite, qui sur ce sujet, enlèverait des voix à la majorité) et peut permettre de rafler quelques votes de centristes « de progrès ». Le risque couru n'est guère, électoralement, traduisible qu'en abstentions... du moins a-t-il été probablement analysé ainsi.

Quels risques comporte ce calcul ? Pas celui d'une riposte sérieuse de la gauche réformatrice : elle doit garder un visage électoral avenant, et ne peut se permettre de mettre en évidence un « contre-projet » cohérent, un « comment le programme commun taxerait-il, lui, sérieusement les plus-values ? ». Mais paradoxalement, sur un sujet pareil, la montée des luttes sociales que connaît aujourd'hui la France joue ici un rôle non négligeable. En effet, à partir du moment où l'enjeu n'est plus seulement parlementaire ou électoral, mais où ce qui compte devient le sentiment politique global des classes sociales, leur niveau de conscience, la façon dont elles se sentent mobilisées, la mini-déprime qu'entraîne le projet de taxation des plus-values chez certains petits possédants mal informés (malaise attisé par le tintamarre fait autour du projet) vient affaiblir, globalement, les capacités de riposte des bourgeois. Et il n'est pas impossible que cet inconvénient, en l'espèce, compense l'avantage publicitaire escompté. D'autant qu'il y a l'effet d'entraînement : les amendements qui vont rendre le texte plus anodin seront d'autant plus nombreux et importants, que les députés de la majorité et le ministre des Finances seront conscients de ce phénomène. L'évolution de la situation sociale fait qu'il faudra peut-être au gouvernement renoncer à provoquer un malaise fictif utilisable, et rassurer à tout prix, fut-ce en vidant totalement le projet actuel déjà bien pâle, de tout contenu un tant soit peu sérieux.

Georges Decoultré

(1) de « rapetasser » : raccommoier grossièrement (NDLR)

Pour les deux anti-fascistes emprisonnés

Motion votée à l'assemblée générale de Censier du 10 mai 1976

« Deux anti-fascistes ont été sauvagement agressés par un groupe de fascistes de l'UNI. Ils viennent d'être condamnés à des peines de prison ferme pour avoir légitimement répondu à la violence de leurs agresseurs.

L'AG de Censier du 10 mai proteste énergiquement contre ces condamnations injustifiées. Le pouvoir actuel face à la montée des revendications se sert des groupes fascistes, pour faire peur aux travailleurs et aux étudiants, voulant prouver ainsi la nécessité d'un Etat fort et répressif.

La recrudescence des actions de ces nerfs, dont les récentes agressions dans les lycées, les facultés (Censier, Dauphine) et les lieux publics (marchés, métro...) constituent d'autres illustrations, prouve une fois de plus, s'il fallait le démontrer, la collusion entre l'extrême-droite et la droite au pouvoir.

L'AG centrale de Censier exige :
— la dissolution des bandes fascistes (GAJ, GUD, UNI)

— la libération immédiate de Serge Mazoué et de Jean-Jacques Lahyani »

● Au lendemain du verdict scandaleux qui a frappé Serge Mazoué et Jean-Jacques Lahyani, Rouge avait publié des communiqués d'organisations, protestant contre le maintien en détention de nos deux camarades. Nous avons oublié dans cette liste de mentionner l'AJS-OCI, qui pourtant nous a fait part de sa position, le soir du procès. Erreur réparée.

● Ecrivez-leur ! La vie en prison n'est jamais drôle surtout lorsque l'on est au régime de droit commun. Serge Mazoué et Jean-Jacques Lahyani sont à la Santé jusqu'à ce que la Cour d'appel tranche. Il faut leur écrire. Envoyez leur des cartes postales, des lettres, des motions, mais qu'ils sachent que nous sommes des milliers à nous battre pour qu'ils sortent.

Serge Mazoué : N° d'érou 183889, F 210. Jean-Jacques Lahyani : N° d'érou 183887 C 310, Maison d'arrêt de la Santé, 42 rue de la Santé 75014 Paris.

Après le "dessaisissement" d'un magistrat marseillais

LE SCANDALE DES PETROLIERS DEFINITIVEMENT ENTERRE ?

Un substitut de Marseille nommé procureur à Hazebrouck (Nord), un autre nommé substitut à Lorient, il n'y a pas là de quoi s'émouvoir. Sauf que l'un, M. Etienne Ceccaldi, membre du Syndicat de la Magistrature, est le magistrat chargé de suivre pour le parquet le « scandale des pétroliers », que l'autre, M. Paul-Louis Aumeras travaillait, comme son collègue, à la section des affaires économiques et financières et que ces mutations en forme de promotion ressemblent fort à un étouffement.

Gaston Defferre, député-maire de Marseille, a dénoncé hier cette mesure la disant inspirée par Chirac en personne. Georges Lazzarino, premier secrétaire de la Fédération des Bouches-du-Rhône du PC, a fait de même dans le journal *la Marseillaise*. Enfin, le délégué régional du Syndicat de la Magistrature, M. Louis Bartoloméi, dans une conférence de presse tenue lundi soir, a déclaré ne voir « pas d'autre raison » à cette mutation que le refus de M. Ceccaldi d'étouffer, sur instructions supérieures, le lourd dossier des pétroliers qu'il était chargé de suivre. Du coup on va reparler de ces pétroliers qui auraient, sans nul doute, préféré plus de discrétion.

Fraudes pétrolières...

L'affaire a son origine en 1971 lorsqu'un petit revendeur marseillais, M. Bodourian, déposa entre les mains du juge d'instruction, M. Elie Locques, une plainte contre

le cartel des pétroliers qui l'avait acculé à la faillite. Deux années d'enquête furent nécessaires pour démonter tout un mécanisme d'ententes frauduleuses entre les grandes sociétés pétrolières. Pour hausser leur prix et « organiser » une distribution qui éliminait toute concurrence, les dirigeants des grosses compagnies se réunissaient chaque semaine et se partageaient les marchés à des prix décidés en commun. Les acheteurs (collectivités locales, revendeurs, ETC.) étaient ainsi obligés d'acheter au prix fixé puisqu'en s'adressant à un autre distributeur que celui fixé par l'« entente » ils se voyaient proposer des prix supérieurs. Cette juteuse combine rapporta des dizaines de milliards de francs à leurs auteurs.

En février 74, Gaston Defferre se constitua partie-civile pour la ville de Marseille, suivi bientôt de René Lamps député-maire communiste d'Amiens ainsi que par d'autres villes. Quarante deux personnes furent inculpées : quelques sous-fifres, mais aussi des hauts-fonctionnaires pas regardants et surtout, les PDG des huit plus grosses sociétés pétrolières (Mobil, Esso; BP, Fina, Elf, Antar, Total, Shell).

On ne peut pas dire que l'Etat en général et le ministre des Finances de l'époque - Valéry Giscard d'Estaing - en particulier aient tout fait pour favoriser l'enquête. C'est ainsi qu'en 1974, le dossier fut retiré au juge d'instruction trop curieux. Il ne devait lui être remis qu'à la faveur de l'intérim présidentiel de Poher, ce qui permit de délivrer les inculpations. Lorsque la ville d'Amiens se constitua partie-civile, une nouvelle tentative de circonscrire au seul niveau régional une affaire qui ne pouvait plus être totalement étouffée eut lieu : le juge d'instruction de Marseille fut obligé de se déclarer incompétent après opposition du parquet sur injonction de la chancellerie.

Entretemps, une commission parlementaire d'enquête avait été constituée et était arrivée aux mêmes résultats que le juge d'instruction. Sans effet. Entretemps, surtout, Valéry Giscard d'Estaing était passé de la rue de Rivoli au palais de l'Élysée où il reçut certains des PDG inculpés.

... et démantèlement des organismes de poursuite

M. Ceccaldi, magistrat du parquet non couvert par l'inamovibilité, aurait eu l'impudence de ne pas prendre les réquisitions de non-lieu demandées par ses supérieurs, ce qui lui vaut cette « promotion » dans un département agricole où il aura tout loisir d'exercer ses talents de spécialiste des affaires économiques et financières.

Avec son départ de Marseille, avec celui de son collègue (qui, lui, n'appartient pas au Syndicat), le pouvoir peut se vanter d'avoir détruit ce qui restait de la section économique et financière d'une ville qui est une des capitales de la

délinquance en col blanc. Cette section hautement spécialisée avait déjà vu le départ de M. Salavagione, nommé conseiller à Montpellier, puis de M. Guyot, envoyé à Nice qui tous deux avaient eu à s'occuper d'affaires immobilières.

A Lyon, les départs de MM Truche et Colcombet ont, de même, ralenti le travail d'une section du parquet axée sur les affaires financières. Il est maintenant question, en instituant des sections spécialisées à compétence territoriale étendue, de mieux contrôler les magistrats chargés de la délinquance d'affaire en les nommant centralement, sur des critères que l'on peut deviner, compte-tenu de la politique actuelle en la matière, bien illustrée par l'enlèvement pétrolier de Marseille.

Vers des interdictions professionnelles à la française ?

Cette affaire a aussi valeur d'enseignement général en ce qui concerne la répression à l'intérieur de la magistrature. Après le déplacement



de M. Michel Jéol, sous-directeur des affaires criminelles à la chancellerie, sous le seul motif qu'il est membre du Syndicat et du PS, après celui de M. Brun, chef de bureau aux affaires civiles à qui l'on reprocherait des propos hostiles à Chirac, après le refus opposé à M. Carmet, membre du Syndicat lui-aussi, d'occuper une fonction qui lui avait pourtant été promise, le gouvernement manifeste une fois de plus sa volonté de mettre au pas les secteurs de la haute administration qui refusent de confondre le loyalisme professionnel avec la servilité politique. C'est le *Canard enchaîné* qui a révélé qu'une rencontre réunissant Chirac, Poniatowski et Juillet avait abouti à la conclusion que près de 300 fonctionnaires devaient être déplacés d'ici les législatives. Certains cadres de l'UDR construiraient même des groupes « anti-subversion » chargés, entre autres, de dresser des listes de suspects. L'exemple allemand est décidément de plus en plus attractif.

Georges Marion

CORSE DES ATTENTATS NUISIBLES

Dans la nuit de lundi à mardi, plusieurs explosions ont endommagé des centrales EDF dans la région de Corti et de Ghisonaccia, privant temporairement la région de Porto Vecchio de courant. D'autre part une charge de plastic explosait à Mignataja, détruisant partiellement une station de pompage d'eau appartenant à la société de mise en valeur de la Corse (SOMIVAC). Les importants barrages de gendarmerie, mis en place sitôt après ces attentats, n'ont donné aucun résultat.

On peut se demander ce que recherchent les auteurs de ces actes. En effet, autant il était possible de comprendre, sans approuver, les motivations qui poussent certains insulaires, exaspérés par le silence du pouvoir, à s'en prendre à des objectifs symboliques tels la légion, autant priver une partie de la population d'électricité n'est rien d'autre qu'une faute psychologique de taille. Pire, de tels attentats risquent aujourd'hui, alors que va s'ouvrir à Paris le procès d'Edmond Siméoni et de ses camarades, de braquer une partie de la population. Résultat qui espérons le n'est pas l'objectif des plastiqueurs clandestins.

A.P.

POUR LA LIBERATION D'EDMOND SIMEONI ET DE SES CAMARADES

Aux lendemains d'Aleria, un comité de soutien aux patriotes emprisonnés s'était créé à Paris. Regroupant plusieurs organisations et des centaines d'inorganisés, il a poursuivi depuis huit mois une campagne pour la libération des militants autonomistes corsés. Il fut à l'initiative d'un meeting à la Mutualité qui rassembla des milliers de corsés. Ses militants appelèrent à deux manifestations de rue.

Samedi 15 mars, deux jours avant l'ouverture du procès, le comité de soutien et l'Union corse appellent à 12 heures pour la Corse à la Mutualité. A 14 heures débutera une après midi de chants, de vente de produits insulaires, de discussions. A 21 heures, un grand meeting sera organisé avec des prises de parole des mouvements autonomistes insulaires. Il faut que cette initiative remporte un immense succès. C'est d'une importance extrême pour le déroulement du procès d'Edmond Siméoni.

A.P.

TOURS

Avec nos lecteurs



Chers camarades, Je suis militant du CDA à Tours et lecteur (assez) régulier de « Rouge ». C'est à ce double titre que je vous écris pour faire une mise au point.

1° Dans le numéro du vendredi 9 avril, « Rouge » a relaté la manifestation antifasciste qui s'était déroulée la veille contre la tenue d'un meeting de Dupuy de Méry. Or, dans les organisateurs de cette manifestation se trouvait le comité Fontevraud-Larzac. Ce qui n'a pas été mentionné.

2° Dans le numéro du lundi 3 mai, « Rouge » a parlé du 1° MA à Tours. Il y a eu une banderolle antimilitariste signée CDA, comité tourangeau pour la levée des inculpations (je crois, je n'en suis pas sûr) et le comité Fontevraud-Larzac qu'une fois encore, vous n'avez pas mentionné. Par contre, le CLO n'était pas présent (...).

Un militant CDA de Tours. VOICI LA RECTIFICATION FAITE.

Correspondant

LA BANDE FASCISTE DE « JOHNNY LE BOXEUR » ATTAQUE A DAUPHINE

Faculté de Dauphine. Lundi 11 heures du matin. Une dizaine d'individus entrent dans la fac, vêtus de blousons de cuir. Ils sont tout de suite reconnus par les étudiants. Ici, on les appelle « la bande à Johnny le boxeur ». Ce sont des militants fascistes du GUD, pour la plupart étudiants à Assas. Immédiatement, les arvis sortent de leurs poches des fléaux, des couteaux. Il y a même un qui dégage automatique (vraisemblablement un 9mm) qu'il arme et braque sur des personnes. Plusieurs étudiants sont menacés de mort. Puis ces personnages s'en vont tranquillement dans le café d'en face. Tout à coup, l'un d'eux se lève et se met à courir, une paire de ciseaux à la main, derrière un militant d'extrême-gauche qu'il a reconnu. Finalement, la police

finira par arriver et coïncera trois des fascistes. Elle trouvera sur eux un poignard de chasse et un fléau. Deux sont maintenus en détention pour port d'armes prohibées et délit de fuite. IL s'agit des dénommés Bachaut et André, en provenance d'Assas. Le troisième, laissé en liberté provisoire se nomme Alain Eshbach, également appelé Marco dans les milieux nazillons. D'autre part, plusieurs plaintes ont été déposées pour menace de mort par des étudiants de Dauphine. Que dit le président de la 23ème chambre correctionnelle de cet « incident », lui qui semblait ignorer, lors du procès de nos deux camarades anti-fascistes, que l'extrême-droite était coutumière de la violence armée ?

Correspondant

Libertés politiques a l'UAP-PARIS !

Le comité d'entreprise de l'UAP-Paris qui avait décidé d'inviter Jean-Pierre Chevènement pour une réunion d'information, a été assigné devant le tribunal des référés par le patron de l'entreprise. Une ordonnance du tribunal de grande instance a interdit cette réunion.

Malgré tout, le comité d'entreprise la maintient aujourd'hui à 12 H devant le siège, 39, rue le Pelletier. La fédération de Paris du Parti Socialiste indique que Jean-Pierre Chevènement et Christian Pierre seront présents.

LECANUET ET JUAN CARLOS LA MAIN DANS LA MAIN

Aujourd'hui à Montpellier, quatre anti-franquistes passent en procès. Militants de la LCR, ils sont accusés d'avoir inscrits des bombages dénonçant les crimes franquistes en juin 76. Une floraison de slogans avaient manifesté en effet la haine au régime franquiste et l'espoir d'une Espagne socialiste. Cette haine est particulièrement tenace dans une région ou habitent de nombreux réfugiés et travailleurs espagnols.

Sans aucune preuve, deux d'entre eux ont déjà été condamnés à des peines de prison avec sursis et trois à des amendes, pour avoir « dégradé un monument public », en l'occurrence une banque, juridiquement considérée

comme un établissement privé... Aujourd'hui, on voudrait faire endosser aux quatre camarades tous les slogans de la ville. On apprend aux détours du jugement que le « seul silence et le refus de répondre est déjà en lui-même une présomption de culpabilité ». Voilà qui en dit long sur les méthodes judiciaires. Hasard ? L'un de nos camarades, D. Rouvière, qui a déjà accompli dix jours de prison est en outre accusé de recel, rien de moins.

Non lieu pour les quatre anti-franquistes. Tous au procès, aujourd'hui à 16 heures au tribunal !

Correspondant

Curieux
Tout le monde l'annonçait : l'essence devait être augmentée hier. Et puis le ministère des Finances a fait connaître qu'il n'en était rien. Deux explications sont possibles : ou bien la hausse sera encore plus forte que celle annoncée (quatre centimes par litre) ; ou bien une augmentation aurait fait mauvais effet à un moment où l'on tente d'étouffer le scandale provoqué par les ententes frauduleuses des pétroliers ; ou bien les deux.

A QUI APPARTIENT LE RAPPORT RAMEL ?

Philippe Simonnot, journaliste au Monde, a été licencié en raison de la manière « déloyale » dont il s'est procuré un document, le rapport Ramel, dans notre direction. Qu'aurait pensé l'opinion publique française si la direction du « Washington Post » avait licencié les journalistes qui ont révélé l'affaire du Watergate pour déloyauté envers Nixon et son gouvernement ? La section CFDT de la direction de la Prévision constate que l'information sur les projets de la politique économique du gouvernement est systématiquement censurée au nom des intérêts supérieurs de l'Etat. L'information et les études faites par les agents des Finances devraient être la propriété du peuple tout entier et non de l'équipe au pouvoir. Elle comprend et elle soutient la revendication du SFJ-CFDT qui « demande la reconnaissance d'un droit réel à l'information et dans l'immédiat la publication de tous les rapports, la réforme de l'obligation de réserve des fonctionnaires et du droit de réponse ».

Section CFDT de la direction des Prévisions.

13 mai

UNE GREVE A GEOMETRIE VARIABLE

Pas de grève nationale, des débrayages « pouvant aller jusqu'à 24 heures ». Telle est l'allure de la journée du 13, telle qu'elle ressort des communiqués des diverses fédérations et unions régionales.

Au niveau des professions, les grèves de 24 heures feront figure d'exception : on en prévoit chez les mineurs de fer, les cadres communaux, les entreprises de chaux et ciments. La plupart du temps, les fédérations se contentent de déposer un préavis de grève « à géométrie variable », pour couvrir ceux qui décideraient de faire une journée de grève, mais sans en faire une consigne centrale.

Sur le plan régional, dans une série de villes, plusieurs entreprises ont prévu de faire grève, surtout dans le secteur privé : c'est le cas par exemple de Naphtachimie, BP, Shell dans les Bouches du Rhône ; de la CFR, de Tréfinmétaux en Seine-Maritime.

Une série de manifestations sont prévues. A Paris, la manifestation aura lieu à 10 h 30, de St Lazare à la Gare du Nord.

La journée sera donc très diversifiée, tant sur le plan des mots d'ordre que sur le plan des formes de lutte, et très en-deça de la riposte d'ensemble qu'impose la situation aux attaques du pouvoir et du patronat.

Il est clair que cette journée ne restera pas dans les mémoires comme un modèle d'efficacité.

Les militants syndicaux lutte de classe pourront tout de même, là où les conditions le permettent, la mettre à profit pour impulser la discussion sur les revendications et les perspectives, et renforcer les mobilisations en cours.

Le 13 mai à la SNCF

« Quand on me parle de journée d'action... »

A la SNCF, le 13 mai survient moins de deux mois après l'échec de la grève. Mille francs de moins sur une feuille de paye, sans aucun résultat, cela compte. Pourtant cet échec n'a pas conduit à une démoralisation ni au départ des syndicats comme en 71. Pas mal de cheminots sont critiques sans être découragés.

Le 13 arrive aussi à un moment où la SNCF fait donner la répression sous toutes ses formes : demandes d'explications, primes amputées, amendes diverses. Un responsable syndical à qui l'on demandait : « que va-t-on faire contre les sanctions ? » a répondu qu'il fallait être fier d'être sanctionné ! Sauf quelques centres où des débrayages ont été lancés, il n'y a pas eu de riposte massive organisée par la CGT et la CFDT contre ce qui est au fond une attaque anti-grève de la direction SNCF. De même cette journée du 13 mai ne sera pas placée sous le mot d'ordre : contre toutes les sanctions, pour le droit de grève des cheminots. Le préavis lancé couvre les actions qui « pourraient être décidées localement ». On retourne donc, semble-t-il vers une nouvelle

journée d'action traditionnelle... même si d'autres branches sont concernées.

Partout où les cheminots décideront l'action, le courant critique jailli des grèves de mars posera les mêmes questions : quelle tactique des luttes, comment faire céder la SNCF sur les revendications, comment faire vivre la démocratie syndicale ? C'est bien sûr dans les syndicats (la CGT et la CFDT) que les réponses devront être trouvées. Ce sera aussi là que le bilan des grèves de mars sera tiré.

Au fond, la question chez les cheminots, c'est comment, sans attendre quelque échéance électorale, se battre, s'organiser pour arracher au gouvernement l'ensemble des revendications.

Y. Perrier

BOULAY- Blois

UNE OCCUPATION D'USINE BENEFIQUE !

Le juge refuse d'ordonner l'expulsion

L'entreprise Boulay de Blois (constructions métalliques) a été mise en liquidation de bien et le syndic a licencié le personnel. Depuis le 23 janvier, les travailleurs occupent donc l'usine et empêchent toute sortie de matériel. Leur expulsion a été demandée au tribunal des référés.

Malheureusement pour le syndic, le magistrat chargé de l'affaire n'a pas cru devoir ordonner l'expulsion. Au contraire.

Il a estimé qu'il y a bien atteint au droit de propriété, mais que

l'entretien du matériel par les travailleurs qui occupent pourrait permettre une éventuelle reprise par un industriel qui pourrait les réembaucher. L'occupation est donc, en quelques sorte, excusable et même bénéfique car cela...aurait en outre l'avantage d'éviter à l'Etat de continuer à verser des indemnités de chômage !

Cette information est relevée par le quotidien patronal « Les Echos » comme « un jugement dont les attendus méritent réflexion ».

Hôpitaux Lyon

LE NUMERO 1 DE LA SANTE EST MALADE

Le 27 janvier dernier, la CGT, la CFDT et FO engageaient un mouvement de grève (24 H la 1ère semaine, 48 H la 2ème semaine, 72 H la 3ème semaine, etc). Pour l'obtention des 13 H supplémentaires, la prime de 250 F, 2 000F mini à l'embauche. Le 5 février, lors d'un meeting à la bourse, la CGT casse l'unité. Elle exige comme préalable à toute unité future que la CFDT « exclue les gauchistes de ses rangs (sic), applique la ligne d'Edmond Maire ». La direction CGT durcissant le ton (on gagnera) organise seule une série de grèves à raison d'une par semaine ; celles-ci furent de moins en moins suivies et sans résultats. La direction CFDT, elle, ne prenait aucune position publique. Ne voila-t-il pas qu'il y a dix jours la direction CGT appelle à une grève de 24 H reconductible à partir du 4 mai, forme de lutte jugée aventuriste quelques semaines plus tôt. Même lancée sans préparation, sans unité syndicale préalable, cette forme de lutte rencontrait un écho important. Dès mardi la CFDT du Vinatier appelait à la grève, suivi vendredi par Hériot. Le bureau CFDT hopitaux décidait d'appeler à la grève à partir de lundi. La mobilisation de ces premiers jours reste inégale ; les travailleurs rentrent en lutte en liant leurs revendications propres à la plate-forme nationale. A la Croix-rousse, les garçons des services appliquent, de fait, la journée continue que la direction leur refuse. Les administratifs de la plupart des hopitaux discutent de la grève administrative. A Hériot, les services de consultation étaient en grève lundi, posant le problème des soins gratuits ; malgré une mobilisation encore éclatée et diversifiée, une bataille prolongée est possible.

en lutte



Les patrons du Public valent-ils mieux que ceux du Privé ? La direction de la RATP se soucie de la qualité de la vie de son personnel : elle a décidé de regrouper l'ensemble des agents administratifs dans une tour du secteur Bercy-Rapée, « merveilleux » exemple de l'architecture pompidolienne ; dans ces cubes de verre noir, les conditions de travail sont effrayantes : les syndicats CGT, CFDT, FO et CFTC déclarent « dire oui au projet signifie l'acceptation de l'air conditionné, du bruit, de la lumière artificielle, d'une forte concentration de personnel, se traduisant par une dégradation des conditions de travail ». Les trois mille agents administratifs de la RATP se sont prononcés à 88 % contre ce projet de la direction : celle-ci avait garanti en novembre dernier qu'elle n'imposerait pas ce projet si le personnel y était opposé : elle dit aujourd'hui le contraire. Que plusieurs milliers de travailleurs soient obligés de bosser dans une serre surchauffée, ça ne semble pas l'étonner... Les syndicats l'ont pourtant avertie « qu'un conflit est inévitable à moins qu'elle n'accepte enfin d'honorer les engagements qu'elle a pris au plus tard le 2 mai. »

vie syndicale

44^e congrès des employés et cadres CGT

L'ATTENTISME

498 délégués des banques, des assurances, des compagnies de navigation, de la sécurité sociale, du crédit agricole se sont réunis du 4 au 6 mai à Vichy. Présent dans les rapports des dirigeants syndicaux, axe central de l'intervention de Jacqueline Lambert, responsable confédérale pour la fédération, le renforcement « carte en main » a disparu des interventions des délégués ; et même si d'après un dirigeant fédéral « tous dans la bataille du renforcement il n'est pas d'autre mot d'ordre à retenir », cette bataille passe mal malgré le climat d'émulation créé d'en-haut.

58% de femmes chez les employés : chez les congressistes il y avait 182 femmes pour 316 hommes, malgré la volonté fédérale de surreprésenter à n'importe quel prix les « femmes ». Le nombre de déléguées, déjà révélateur, correspond à l'orientation de la direction de la fédération : les revendications spécifiquement « femmes » sont minimisées et traduites en revendications pour les équipements collectifs, les congés maternités, etc. Cette omission a provoqué des réactions spontanées parmi les délégués et notamment lors des conférences par branches professionnelles.

Plus grave encore, la bataille fondamentale contre la restructuration, les licenciements, la mécanisation prévue, n'entraîne qu'une riposte syndicale défensive. Par contre vis-à-vis des autres organisations syndicales, on hausse le ton. Ce sont en fait la FEN, FO, la CFDT qui ont servi de cible, autant que les patrons. Elle expliqua : « Il ne serait pas bon pour les travailleurs que nous sacrifions tout à l'autel de

l'unité ». Ses coups les plus durs ont été portés à FO, souvent à juste titre ; mais notamment dans la branche sécurité sociale, ce problème a suscité une discussion : plusieurs sections FO ont en effet des positions correctes et sont opposées à leur direction. Avec ces sections plusieurs syndicats CGT ont fait une unité d'action conjoncturelle, dénoncée par la fédération. Le débat est apparu à travers plusieurs thèmes dont les 35 heures et celui du rattachement statutaire des syndicats de cadres à l'UGICT.

Apparemment, aucune raison valable ne pouvait empêcher la fédération d'adopter pour l'ensemble des branches professionnelles les 35 heures. Mais seule la branche assurances a retenu l'objectif immédiat des 35 heures. La formulation retenue fut « réduction progressive du temps de travail sur toutes les formes permettant d'arriver aux 35 heures ». C'était la limite au-delà de laquelle la direction syndicale ne pouvait aller, sinon l'épouvantail d'une revendication unique inter-branches se profilait,

générateur de l'idée subversive : « tous ensemble, pour les mêmes revendications ».

Un dérapage significatif d'un délégué donna la clé : celui-ci déclara que le programme commun aurait à redresser l'économie donc il fallait s'approprier non à diminuer le temps de travail mais, s'il le fallait, à l'allonger. D'ailleurs selon lui, le capital était prêt à céder sur les 35 heures, signe que cela le servait. Mais la direction lui expliqua qu'il ne fallait pas encore retrousser les manches et que le Programme commun de la gauche était un programme de satisfaction des revendications et non la fin des revendications !!!

En ce qui concerne les cadres, la direction à quelques semaines du congrès de l'UGICT a fait le forcing. Mais l'abcès n'est pas crevé. Un amendement anodin aux statuts : les syndicats de cadres adhérent à l'UGICT « sauf exception valable » a fait rebondir le débat. En appât, un délégué déclarait qu'un syndicat de cadres, c'est le retour à Vichy, celui de Pétain, au corporatisme, à la division de la CGT.

Ce débat sous-jacent mûrissait avec l'intervention de délégués expliquant l'opposition publique entre des syndicats d'employés et de cadres lors d'actions de grève. Mais la direction syndicale veillait : elle transforma le vote sur l'amendement « sauf exception valable » en vote individuel. Car le vote par mandat aurait donné la majorité à

l'amendement, ce qui aurait été la porte ouverte à toutes les interprétations, même les plus anti-UGICT.

La logique du congrès fut donc l'attentisme dans l'orientation générale et, soigneusement, les revendications offensives furent gommées. La conclusion du secrétaire général est claire : « Nous espérons que le prochain congrès s'ouvrira sur le salut de la victoire du Programme commun de gouvernement ». Attendre trois ans, attendre 78 ? Le mouvement qui gronde actuellement dans les banques montre que les employés ne l'entendent pas de cette oreille.

Correspondant.

drizzo losovsky

l'internationale syndicale rouge

la troisième période d'erreurs de l'internationale communiste

par Leon Trotsky

Subervielle-Mourenx. Fin de la grève illimitée.

Les grévistes ont obtenu 100% d'augmentation par mois plus une augmentation de 2,5 % au 1^{er} juin pour ceux qui travaillent à Pechiney ; les horaires hebdomadaires ont été ramenés de 47 h 30 à 45 heures sans perte de salaire. Le patron s'engage à ne prendre aucune sanction pour fait de grève et il accepte de reconnaître la section syndicale sans délégué syndical en raison de l'effectif.

Corresp

Compresseur Frigorifique à Montluel (Ain) : 180 licenciés...mais l'usine ne peut plus tourner. Une grève de 17 jours avec occupation avait eu lieu en riposte à une menace de 180 licenciements ; ça n'a pas plu à la direction qui a mis à pied pour 7 jours 175 travailleurs. Mais elle ne s'en est pas tenue là : au quatrième jour de leur mise à pied, les 176 recevraient une nouvelle lettre reconduisant la mise à pied de 7 jours et les convoquant un par un devant le chef du personnel. « Pour envisager la question de leur contrat de travail et leur rapport avec l'entreprise ». Méthode simple qui consiste à transformer les licenciements collectifs en licenciements individuels. Mais il y a un petit ennui : les 180 en question représentent la quasi-totalité du secteur productif. Les travailleurs comptent sur cette contradiction de taille pour faire céder la direction.

Corresp

Monin Lyon

LA GREVE CONTINUE

- Malgré l'intervention de l'armée
- Malgré la présence des flics

« Monin ordures service : une impasse fondamentale », titre *Le Progrès* impasse dans laquelle le pouvoir continue de s'enfoncer : mardi matin le rapport de forces ne semble pas avoir évolué notablement dans un sens ou dans l'autre. La CFDT appelle à nouveau à un rassemblement à l'entrée du camp, soutenue par les organisations anti-militaristes (CDA, CAM, IDS, CLO). Les 50 à 60 militants présents à 5 h ont trouvé les gardes-mobiles sur le pied de guerre depuis 3 h du matin. Quant aux bidasses, ils avaient été amenés très tôt. Restait une inconnue : qu'allaient faire les chauffeurs ? Lorsque les voitures des cadres de Monin se présentent, il y a un moment d'inquiétude vite dissipée :

aucun chauffeur à l'horizon, leur grève tient. Sans doute sans illusions sur ce point, le capitaine qui dirige l'opération (on mène les guerres qu'on peut) fait dégager la sortie par les gardes-mobiles, le lent défilé des camions-bennes et de leurs équipes de bidasses s'ébranlent. Malgré une pluie battante, les manifestants ne désarment pas et forment un cortège de voitures pour « accompagner » les bennes. Surpris un instant, les militaires bloquent le cortège de voitures avec un dispositif impressionnant ne faisant pas la distinction avec celles des travailleurs se rendant au boulot. Le tout produit un gigantesque embouteillage à l'entrée de Lyon. 7 militants sont arrêtés pour « contrôle d'identité ». L'un d'entre eux est gardé à vue toute la matinée.

Rectificatif

Une erreur, due à une mauvaise information de l'AFP, s'est glissée dans *Rouge N° 48* : l'UD-CGT ne participait pas au rassemblement devant le camp militaire de Sathonay.

Egalement, le CDA avait été omis dans la liste des organisations antimilitaristes présentes à la manifestation.

Quelles perspectives ?

Monin, surpris par la résistance des travailleurs cherche semble-t-il, à renouer les négociations. Il fait appel au Préfet pour mettre en place une procédure de conciliation. Tout dépend finalement de l'attitude des chauffeurs. S'ils continuent la grève, les chargeurs sont fermement décidés à lutter jusqu'au bout. C'est



Lundi 10, à Sathonay (69) les bennes à ordures de l'entreprise MOS partent sous la protection des flics.

pourquoi le maintien de la pression du piquet dissuasif est indispensable. D'autant que celle mobilisation aux côtés des grévistes de Monin commence à être largement connue et bien accueillie par la population, elle fait réfléchir de nombreux travailleurs sur le rôle de l'armée briseuse de grève. Les

organisations anti-militaristes qui participent activement et dans l'unité aux côtés de la CFDT-construction à la mobilisation, impulsent une campagne plus large pour l'obtention des libertés démocratiques pour les soldats et leur liaison possible avec le mouvement ouvrier.

Correspondant Lyon

Conférence de presse CFDT Hte Normandie

Un choix fréquent pour les travailleurs du bâtiment

ACCIDENT OU LICENCIEMENT

Les syndicats CFDT de la construction CFDT de la région CFDT de la Haute Normandie viennent d'organiser une conférence de presse qui portait sur trois aspects essentiels de la situation dans la branche : l'emploi, les conditions de travail et l'accord national signé par deux syndicats ultra-minoritaires (FO et CFTC).

En ce qui concerne la sécurité, quelques chiffres bruts parlent plus que de longs discours : sur 125 accidents, 47 ont lieu dans le bâtiment, soit 2/5 pour 12 % de travailleurs dans la branche.

L'accord national

Les représentants de la CFDT ont violemment dénoncé l'accord qui vient de signer deux syndicats ultra-minoritaires (la CFDT et FO) avec le patronat.

Les augmentations prévisibles pour 76 sont largement inférieures à celles que fait miroiter l'accord (20 %). Du fait des réductions d'horaires, de l'intégration des primes, de la suppression du paiement du temps de casse-croûte, on retombe en définitive tout juste à 10 %. De plus l'accord admet officiellement pour la première fois l'institution du contrôle médical privé pour les arrêts de travail. G. Goubier a conclu en rappelant les revendications de la CFDT : 40 heures en cinq jours, renforcement des comités hygiène et sécurité.

Correspondant Rouen

La crise qui frappe aujourd'hui le secteur de la construction après la période favorable 68-72 a abouti à des fermetures et à des réductions d'horaires qui se traduisent par une baisse moyenne de 8 % sur le pouvoir d'achat. Le patronat utilise d'ailleurs la notion de « fin de chantier » pour licencier facilement.

Ainsi, sur le chantier de la ville nouvelle du Vaudreuil (Eure) 369 licenciements sont annoncés pour fin de chantier, on promet aux travailleurs qu'ils seront réembauchés mais, en attendant on leur envoie une lettre de licenciement, soi-disant pour qu'ils puissent toucher les fameux 90 %. En fait 100 seront déplacés à Paris, 74 à Courseulles sur de nouveaux chantiers où rien ne leur garantit qu'ils seront gardés par la suite.

CII

PAS DE NEGOCIATION SEPARÉE

Rassemblement massif à Louveciennes

La deuxième séance de négociations avec les futures directions de l'entreprise démantelée : Bull-Honeywell, CII, Thomson se sont déroulées sous la pression d'un rassemblement massif à Louveciennes où s'étaient rendus 1 800 travailleurs. La grève était totale à Vélizy et dans tous les services de maintenance. Aux Cayes la participation était un peu plus faible bien qu'une grosse partie du personnel s'était déplacé. Les responsables syndicaux de Vélizy, qui est en grève

depuis jeudi ont expliqué que leur grève n'était pas catégorielle mais concernait l'ensemble du personnel de la CII, ils ont posé le problème de l'extension à tous les centres. La proposition de l'intersyndicale est pour l'instant en retrait puisqu'elle propose un débrayage et un rassemblement pour aujourd'hui. De nouvelles décisions devaient être prises à l'issue des négociations.

Correspondant

en lutte



Le capital qui tue : deux ouvriers tués dans une gravière près de Strasbourg. Les deux hommes, un allemand et un français, travaillaient à bord d'une drague qui transportait du gravier ; le bateau s'est retourné et H. Bauer, 24 ans et M. Yordey, 46 ans ont été ensevelis sous des tonnes de gravier. Une commission de sécurité était passée deux fois pour inspecter la drague qui présentait certaines anomalies ; la commission devait prochainement revenir pour constater si les travaux nécessaires avaient été faits.

Pau : grève de 32 heures renouvelable à partir de ce mercredi à l'usine ATO MONT. Cette action fait suite à celle du 28 avril sur toutes les usines du groupe mais il s'y ajoute la solidarité pour exiger le reclassement des 150 travailleurs de l'usine voisine CDF Chimie qui seront demain en grève pour 24h (l'usine CDF Chimie est menacée de fermeture depuis des mois).

Corresp

La justice au service de qui ? Une ordonnance des re'érés ordonne la levée des piquets de grève de l'usine Saint-Gobain de Thourotte (Oise). A l'appel des syndicats CGT, CFDT, et CFTC, les ouvriers de Chanteraine observent depuis le 26 avril des arrêts de travail partiels accompagnés de cassage volontaire de la glace fabriquée dans l'usine afin d'obtenir une prime mensuelle de 50 frs. Il s'agissait de maintenir en activité le four de fabrication pour des raisons de sécurité tout en le réalimentant avec le verre qu'il produisait ainsi en circuit fermé. Depuis le 6 mai des piquets de grève empêchent tout camion de sortir ou de rentrer dans l'usine. Le Tribunal de Grande instance, jugeant au nom du peuple français, a ordonné que les grilles de la Glacerie soient ouvertes dans les 48 heures sous peine d'une astreinte de 3000 frs par jour de retard.

(d'après l'AFP.)

Rennes : meeting de soutien aux foyers Sonacotra appelé par le comité de soutien le vendredi 14 mai, salle de la Cité à 20H30. Amis bretons (et les autres aussi) venez-y nombreux.

Grève des transporteurs routiers et barrages de camions le 24 mai. Les Fédérations des transporteurs CGT, CFDT et CFTC appellent les 300 000 salariés de cette profession à participer à une journée nationale d'action le 24 mai. Elles réclament en particulier l'intégration des primes dans leurs salaires et la majoration de ceux-ci ainsi que l'amélioration des conditions de travail (deux jours de repos consécutifs, réduction de la durée hebdomadaire sans réduction de salaires, applications des règles de sécurité)

TRIBUNE des luttes

Caron-Ozanne

LES MENACES SE PRECISENT

Une fois le 1^{er} mai passé, le jugement d'expulsion pris par le tribunal le 22/4/76 a été signifié aux travailleurs de Caron-Ozanne le 3/5/76.

Ainsi après des mois d'isolement et de pourrissement, les pouvoirs publics veulent en finir avec les grévistes de l'imprimerie. Mais pour eux, comme pour le gouvernement en finir ne veut pas dire leur accorder le droit au travail en faisant redémarrer l'imprimerie. Pour le patronat et le préfet en finir veut dire faire évacuer les grévistes de l'usine pour :

- laisser le matériel à l'abandon et justifier ensuite l'impossibilité du redémarrage
- isoler les grévistes en leur supprimant un lieu de rencontre
- empêcher que l'imprimerie serve de support à l'expression de tous les travailleurs en lutte de la région

Pour les patrons et leur gouvernement face à la crise la seule solution qu'ils connaissent : la répression. Mais les travailleurs de Caron-Ozanne ont su se donner des armes face au pourrissement et à l'isolement.

Tout d'abord ils se sont donné un journal « Ouest-Licenciements » ouvert à tous les travailleurs en lutte de la région. Par le numéro spécial 1^{er} mai diffusé massivement à Montpellier (viticulteurs), Marseille (Griffet), Lille, Fougères, Paris, Tours, nous avons donné une dimension nationale à notre conflit. De plus, des délégations ont rencontré de nombreux travailleurs en lutte sur le plan national. Ainsi, pour le 1^{er} mai, nous étions présents à Marseille (Griffet), Fougères (Réhault), St-Malo (Sienn), et à la fête populaire de Gaillon.

Le prochain week-end des délégations iront à la journée « portes ouvertes » de Lip et à la fête populaire organisée par les travailleurs de chez Desombres.

De même nous avons répondu à l'invitation de participer au meeting organisé par la candidate d'Unité populaire aux législatives de Tours. Par cette participation, nous avons voulu montrer la nécessité de rencontre entre les différents travailleurs en lutte pour trouver et imposer un débouché politique à nos luttes.

Démoralisés par le pourrissement, les travailleurs de Caron-Ozanne sont actifs dans la lutte et continueront le combat quelque soient les intentions des pouvoirs publics.

Une seule solution le redémarrage de l'imprimerie. Face aux menaces d'interventions policières soyons mobilisés et prêts à réagir.

L'assemblée générale des grévistes (5.5.76)

Après Nancy, c'est Nantes et Montpellier

LA NORMALISATION QUE VEUT LE POUVOIR

Après Nancy, le semaine dernière, la police est intervenue, hier, 11 mai, sur les campus des facultés de Montpellier et de Nantes. Faisant écho à cette normalisation musclée, Saunier-Seïté a relégué, le 10 mai, les étudiants grévistes au fond de la classe, près du radiateur, dans le coin, fort honorable au demeurant, des cancre : « les étudiants les moins doués, a-t-elle déclarée, qui sont depuis six, sept ou huit années en première année, cherchent à alimenter les grèves. Ils sont gris, ne travaillent pas et font de la politique ».

Le collectif national étudiant a pour sa part contacté les organisations syndicales afin de les rencontrer pour l'organisation d'une table ronde sur la formation et de discuter de la question des examens. Il a d'autre part écrit à Saunier-Seïté pour la rencontrer afin de lui demander sa réponse aux revendications étudiantes concernant les examens. Pendant ce temps, dans chaque UER, la bataille continue pour empêcher avec les examens toute pénalisation pour fait de grève.

DES FACs,
DE PARTOUT...

**A NE PAS MANQUER
CE SOIR, 18h A Cen-
sier
Coordination parisi-
enne étudiante**

A Dauphine (Paris IX) nouvelle attaque fasciste le 10 mai, armée de révolvers et poignards en pleine assemblée générale.

Nancy : les 75 étudiants et enseignants arrêtés sur le campus dans la nuit de jeudi à vendredi à la demande du président socialiste de l'Université, F. Borella, ont mis en cause les groupes fascistes GUD et UNI. Une manif le 10 mai a rassemblé près d'un millier d'étudiants aux cris de Borella démission et à bas l'état policier. Toulouse : chantage, hystérie et bêtise des profs réacs de l'université de sciences sociales depuis que leurs assistants ont entamé une grève administrative c'est-à-dire refusant de donner des notes. Menaces, « c'est une infraction pénale car c'est la rétention de documents administratifs », ou insultes, « vous n'êtes que des minables ». Ils ont été jusqu'à arracher, avec l'aide de fascistes, certaines affiches les dénonçant. Nantes : les flics ont investi hier 11 mai le campus de Droit-Sciences éco à la demande du président d'Université, Sparfel, République indépendant de surcroît. C'est le point : culminant d'une campagne menée par l'administration et les fascistes et une presse complaisante, puisque les panneaux publicitaires de l'Eclair et de Presse Océan annonçaient la reprise des cours hier matin. Un affichage massif invitait par ailleurs les étudiants à rentrer en cours au nom de la liberté du travail. Dès 8h30, barbouzes, fascistes et Sparfel provoquaient les étudiants grévistes, puis à 10h30 dix cars de CRS équipés de leurs

attributs guerrier investissaient le campus. Sparfel alla jusqu'à désigner aux flics les étudiants les plus indésirables. Arrêtés, ils ont été relâchés devant la protestation de certains profs. Un meeting s'est tenu hier midi au restau U de la fac. Montpellier : intervention à 5 heures hier matin de la police contre des étudiants qui occupaient le hall des services administratifs de la fac de sciences. Toulouse : le 7 mai, des élèves de l'ENSAF distribuent un tract dénonçant la mystification que représente un gala publicitaire organisé par l'administration. Expulsés de l'enceinte de l'école par la police militaire, ils ont continué leur diffusion devant les grilles sous les provocations d'une trentaine de flics accompagnés de chiens. Après une heure quatre cars de flics sont arrivés. Les diffuseurs sont chargés, poursuivis dans le campus et les résidences de l'ENAC où ils s'étaient réfugiés. Deux sont jettés à terre roués de coups, tabassés dans des cars. L'un d'eux est emprisonné. Rennes : grève reconduite en Lettres et Sciences, où l'UNEF a présenté une motion soutenue par les anti-grévistes. Meeting avec les paysans travailleurs hier soir. Organisation de la mixité à la Cité U de sciences à l'appel d'un comité de résidents. Jugement rendu demain 13 mai contre deux étudiants, comparus en correctionnelle le 29 avril à la suite d'une occupation de la chambre patronale. Au nom de la loi anticasseurs, plusieurs mois de prison avec sursis et des dommages et intérêts ont été réclamés contre eux.

Un conte d'Allamy dans « Le Peuple » (CGT)

LES ETUDIANTS ET LES TRAVAILLEURS

Saviez-vous que « l'UNEF est devenue la véritable et la seule organisation syndicale des étudiants » ? Saviez-vous qu'« auprès des étudiants, y compris ceux qu'on appelle les modérés, c'est l'UNEF qui fait autorité dans le mouvement » ? Saviez-vous que, « fait absolument nouveau, chez les étudiants, c'est sur les bases revendicatives de la seule UNEF que s'est réalisé et que se maintient le mouvement » ?

En tout cas, André Allamy, secrétaire de la CGT, vous l'apprend dans le numéro 989 du Peuple, du 1^{er} au 15 mai. Sous le titre « le sens de notre solidarité au mouvement étudiant », un article qui n'a pas peur d'affirmer que la leçon essentielle, et nouvelle, de la grève étudiante est... la suprématie de l'UNEF. Alors qu'Allamy sait très bien quelle était la composition du collectif national étudiant qu'il rencontra au nom de la CGT, avec Rolland de la CFDT, à savoir majoritairement des membres de la LCR, du PSU, de Révolution, des inorganisés, et, minoritairement, deux militants de l'UNEF, qui, par leur présence, reconnaissent la légalité de ce collectif désigné à la coordination nationale d'Amiens. Alors aussi que la déclaration du conseil national de l'UGICT-CGT longuement citée dans l'article ne

parle pas une seule fois de l'UNEF car ce syndicat sait très bien que son interlocuteur, représentant les étudiants, est la coordination parisienne des IUT où l'UNEF est minoritaire ! Alors que chacun sait que, surtout depuis son appel plus ou moins voilé à la reprise des cours l'UNEF est, sur les campus, dans une mauvaise passe.

Un article qui est donc un modèle d'information bureaucratique, et dont la simple présence de l'UNEF aux coordinations nationales étudiantes, participant à leur débats et à leur votes, tout en y étant minoritaire, est le meilleur démenti : l'article ne dit quand même pas que ça. Il affirme également que le « vrai sens de la solidarité » aux étudiants est que « la classe ouvrière est menacée dans son avenir par ces mesures ». Rien de plus juste. Mais Allamy revient à son leit-motiv saupoudré d'une attaque contre la FEN : l'UNEF est attaquée de toutes parts, et particulièrement par « les groupes gauchistes qui animent le comité d'action (jamais entendu parler !), manœuvrant à qui mieux mieux pour lui porter atteinte et dévoyer le mouvement ».

Les étudiants racontés au travailleurs... Un petit conte qui n'a rien de plaisant, car il renvoie à une curieuse conception de la démocratie...

témoignage

Un handicapé : « ON NOUS PARQUE COMME DES BETES... »

Un handicapé physique est une charge, autant pour la famille que pour son entourage. Celui-ci est donc envoyé dans un centre de rééducation qui n'est ni plus ni moins qu'un parc retiré de toute communication avec la société. Dans la famille, dès son plus jeune âge, il est déjà rejeté par les enfants. Ce qui veut dire qu'il ne peut faire les mêmes jeux, jouer ou doit se contenter de jouer seul (par ségrégation ou par handicap) et les parents doivent toujours veiller sur lui : c'est un problème constant, de jour comme de nuit. La solution est de le placer dans un centre. Les charges physiques sont moins lourdes, mais les frais sont identiques ou plus importants (pension, colis supplément indispensable à la nourriture du centre, voyages de visite et d'apport d'affection, ce qui est exclu dans ce milieu). Il suit une scolarité plus ou moins perturbée (par l'ennui, les problèmes d'adaptation, dans cet univers clos, et surtout par les interventions chirurgicales : on nous utilise comme cobayes). Sa formation scolaire est assurée par des gens très souvent non diplômés. Cela entraîne fréquemment des défaillances intellectuelles qui poussent une bonne partie des élèves vers un cycle de formation court pour en faire des ouvriers taillables et corviables à merci dans les usines-hospices, les centres d'aide au travail, les ateliers protégés ou en faire des chômeurs. Le travail en industrie est exclu, car il ne peut remplir les

conditions telles les cadences infernales, les conditions de travail, et les exigences du travail en usine : horaires, déplacements, au sein de la boîte et pour s'y rendre. Par contre celui qui arrive tant bien que mal à passer son bac et désire continuer en faculté ne peut aller où bon lui semble à cause des problèmes de déplacement, d'inscription, les escaliers à monter, les problèmes financiers. Deux solutions s'offrent à lui : le chômage, ou l'exploitation en usine mais pas dans un bureau car l'image qu'il donne n'est pas conforme aux yeux de la société. Si sa famille peut le prendre en charge en attendant ! en attendant quoi ? Personne le sait, la pitié peut-être d'un patron ou d'une personne qui veuille s'occuper de lui et le rémunérer trop modestement pour qu'il puisse survivre. La solution proposée par les directeurs de centres, les médecins et tous les donneurs de bons conseils est soit l'atelier protégé, le centre d'aide au travail (CAT) ou l'usine hospice où celui-ci travaillera à la confection de cartons, de brosses, d'objets en osier... et sera rémunéré de façon à ce qu'il puisse connaître uniquement le milieu où il a toujours vécu, et qu'il ne parviendra plus à quitter, qui lui est si bien destiné par la société. Les centres d'aide par le travail, les usines-hospices, les ateliers protégés exploitent sans vergogne et parquent comme des animaux sauvages les handicapés. Quant aux loisirs, ils leur sont quasiment

interdits, à cause des escaliers pour accéder aux cinémas, aux théâtres, expositions, magasins, les bousculades en ville dues à leur déplacement, les réflexions trop souvent désobligeantes de personnes ayant leur place dans la société, etc.

Pourquoi l'handicapé n'a-t-il pas sa place comme tout être dit normal dans la vie ? Pourquoi les architectes ne pensent-ils pas à eux en faisant construire les maisons, les écoles, les cinémas, les théâtres, les expositions, les magasins, les parcs d'attraction ? N'a-t-il pas le droit de vivre ? De se distraire de s'informer, de se mêler à tout le monde. N'a-t-il le droit d'être enfermé, de n'être que celui que l'on rejette car la constitution physique n'est pas la même que celle d'une personne dite normale. Toute ségrégation à leur égard confirme bien l'idée que la société est faite par ceux qui ne voient que le profit au détriment des vraies valeurs humaines, pour ceux qui produisent consciencieusement ; elle existe selon les critères aussi bien définis que stupides et sans fondements, elle existe pour opprimer, cela lui donne un sentiment de puissance et pendant ce temps elle ne se voit pas pourrir. Elle aurait bien besoin d'un appareillage ou d'une paire de cannes pour tenir encore debout, cette société qui possédant ses deux jambes, s'en sert pour écraser.

G.P. Nancy

Nantes

LES « EXCITATEURS » ORGANISENT UN FORUM

Le 10 mars, un éducateur de Nantes était condamné à 4 mois de prison avec sursis pour excitation de mineurs à la débauche. Quelques jours plus tard, il faisait appel. Ce que voyant, le parquet de Nantes a fait appel à minima d'une condamnation jugée trop clémente !

Le comité de soutien, conscient que les thèmes suivants seront abordés : — Comment la lutte pour la libération

de la sexualité peut-elle être un élément de la lutte que mènent les femmes contre l'oppression qu'elles subissent ?

— Comment les travailleurs sociaux peuvent aider à dénoncer les causes réelles de la délinquance ?

— Pour une justice des mineurs ?

Protection des mineurs ou de la société ?

Nous publions ultérieurement le programme précis du forum.

Du côté des médecins réactionnaires

LA BATAILLE DES BERCEAUX

L'UNAM, (Union Nationale pour l'Avenir de la Médecine), qui s'ennorgueillit d'avoir dans son comité d'honneur M. Genvoix et P. Gaxotte, a tenu son congrès au Touquet en fin de semaine dernière. Cette respectable association qui prône la « démonopolisation » et la « privatisation » de la sécurité sociale, la suppression des pharmacies mutualistes et du tiers payant, le refus de tout contrôle sur les honoraires, et j'en passe, ne dédaigne pas non plus les réflexions politico-philosophiques sur l'avenir de l'humanité.

Et là, c'est l'apocalypse : un déclin démographique gravissime, transforme peu à peu la France en un asile de vieillards Alfred Sauvy, en tant qu'expert démographe à déclaré : « l'Europe vieillissante, l'Europe-hospice, sera incapable de se tourner vers l'avenir ». Et le représentant de la CGC, invité au congrès ainsi que la CFT : « un système qui conduirait la France à être un asile de vieillards menace tous les Français... Un accroissement de la population active passe nécessairement par la bataille des berceaux ». Et le représentant de l'UNAM de conclure au « risque d'un

bascul collectiviste ».

Quant au représentant du syndicat médical « ami », l'USMRV (Union Syndicale des Médecins Respectant la Vie humaine) il a dénoncé la véritable raison de cette situation : c'est la fondation Rockefeller qui est à l'origine de la destruction démographique occidentale, car elle a favorisé par des subsides les campagnes en faveur de l'avortement de masse. Le MLAC agent de la ploutocratie juive, il fallait y penser !

M. Verdi

A Mulhouse, les militants du comité de soutien aux 12 inculpés qui organisaient un collage appelant à un rassemblement le jour du procès ont été frappés à coup de matraques et envoyés au commissariat lundi soir. Le samedi déjà au cours d'un précédent collage, ils avaient été menacés et intimidés par la police, et toutes leurs affiches arrachées.

Rassemblement : mercredi 12 mai à 8 h30, devant le palais de justice de Mulhouse.



Ce soir, le « match du siècle » : St Etienne-Bayern de Munich

LE CIRQUE VERT BAT SON PLEIN !

« C'est en conquérants que les Stéphanois se sont envolés pour l'Ecosse » titrait l'Equipe avant-hier. En conquistadors serait plus exact ; on sait qu'en cas de victoire, les joueurs du Bayern de Munich recevront une prime de 54 000 francs. Pour les Stéphanois, ça doit être à peu près du kif. De quoi avoir envie de gagner.

Depuis la coupe du monde de football de 1958, à l'époque des Kopa, Fontaine, Piantoni, on n'avait jamais assisté à une mise en condition aussi impressionnante, ce-que, dans la presse courante, on appelle l'enthousiasme. L'Equipe ouvre une série : « la France verte » ; chaque jour, elle nous propose un billet de menus potins stéphanois « l'en-vert du décor » (très drôle). A la télé hier, le présentateur annonçait qu'il avait mis une cravate verte (d'où l'intérêt d'avoir une télé en couleur) « à l'heure où toute la France se retrouve derrière les verts ». Chaque soir, sur France-Inter, à l'heure de grande écoute, un chroniqueur retrace l'irrésistible ascension de l'ASSE, sur fond de cris de foule « Allez les verts ». L'indicatif de l'émission c'est : « Qui-sont-les-plus-forts ? Les-plus-forts-sont-les-verts ! » sur le rythme familier de « ce n'est qu'un début... ». L'Express, le Point, Télé 7 jours... et Pif font leur couverture sur « l'événement historique » comme dit sans rigoler L'Equipe. Sans davantage contenir son enthousiasme, l'Express annonce la couleur en gros caractères :

« C'est la première fois qu'une couverture de l'Express est con-

sacrée à une équipe de football. L'événement sportif est exceptionnel : il y avait dix-sept ans qu'un club français n'était pas parvenu en finale de la Coupe d'Europe des clubs champions. L'événement est aussi national : la gloire des « Verts » stéphanois dépasse désormais celle du stade de Reims. La passion qu'ils ont fait naître va bien au-delà du football. Vingt millions de télé-spectateurs français seront, ce mercredi, devant leur récepteur. Tous crieront : « Allez les Verts ! » comme les 23 000 français présents à Glasgow. En Europe on prévoit 300 millions de télé-spectateurs ».

Rien n'est laissé au hasard dans la préparation des grandes saturday vertes. La cérémonie du retour de l'équipe, victorieuse ou défaite, mais glorieuse à coup sûr, est ainsi prévue : jeudi midi, remontée des Champs-Élysées par les joueurs. Le drapeau tricolore à la main est de rigueur pour qui veut assister décentement au triomphe sur les trottoirs des Champs... Ensuite, on se dirigera vers la maison de la radio où tout se terminera dans les bras de Giscard venu accueillir personnellement les joueurs.

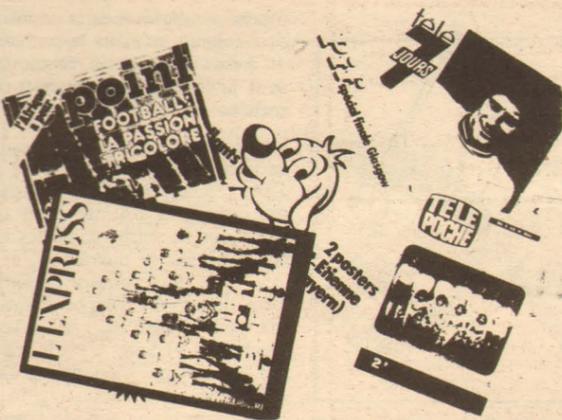
En attendant, on vit quand même dans l'angoisse : Synaeghel, Rocheteau, les deux étoiles de l'ASSE pourront-ils jouer ce soir ? Un big boss de la kinésithérapie sportive s'est spécialement adjoint à l'équipe stéphanoise. La masse Synaeghel six heures par jour, pas moins. Comble de dévouement, l'Equipe nous révèle qu'il va jusqu'à se plonger nu dans le bain de son

patient pour lui masser le pied droit. Une consolation à St-Etienne, la vente et l'expédition de gadgets « verts » a atteint une telle proportion qu'il a fallu embaucher du personnel supplémentaire pour satisfaire toutes les demandes ; et une autre encore : une soixantaine de supporters de la Réunion a affrété un avion spécial pour aller à Glasgow ; et une dernière enfin : le maire de Nazareth (communiste soit dit en passant), ville récemment jumelée avec St-Etienne a déclaré : « Lors des grandes vic-

toires en Coupe d'Europe, les nazaréens crient avec enthousiasme : nous avons gagné ! »...C'est beau l'internationalisme !

Bref, le cirque vert bat son plein. Ce soir devant la télé, au stade Geoffroy Guichard de St-Etienne ou à Glasgow, il n'y aura plus ni travailleurs, ni exploités, seulement des supporters beaux, gentils, agiles et bien portants. La farce est grosse, mais elle marche. Une raison supplémentaire de ne pas s'y laisser prendre.

A.B.-D.R.



POUR S'INFORMER SUR LA NON-VIOLENCE ACTIVE...

Il existe à Uly St Georges, dans l'Oise un centre de rencontres et de documentation. Des sessions sont organisées régulièrement. Trois sont prévues courant mai :
15-16 mai : la « naturopathie et les vaccinations »
22-23 mai : « objection, service compris ? », organisé par le Mouvement international pour la Réconciliation (MIR)

29-30 mai : week-end rencontre ouvert à tous, discussions libres...

Pour prendre contact : La porte du Virage, 15 Grande Rue, 60 730 Uly St Georges

DEBAT DU PSU SUR L'ENERGIE NUCLEAIRE.

La 5ème section du PSU organise le Jeudi 13 mai 5 heures de débat sur le nucléaire de 18 h 30 à 23 h 30 au 270 rue Saint-Jacques avec des militants du CNRS, de l'EDF et un dirigeant national du PSU.

femmes

46 MILLIARDS

D'ECONOMIES...

Dimanche soir, Dassault parlait à la télé, un quart d'heure, à un moment de grande écoute (20 h). Un quart d'heure de propagande pour la femme au foyer et le salaire maternel. Hier matin, Françoise Giroud répondait à la radio que tout cela n'était que démagogie. Il ne s'agissait pas pour elle de dénoncer ce que représentait le salaire maternel, mais de montrer combien ça coûterait : quatre milliards, uniquement pour les femmes au foyer bénéficiant actuellement des allocations.

Voilà dit, on ne peut plus clairement, combien l'Etat fait de bénéfice sur le dos des femmes. Economie de crèches, économie d'équipements collectifs (laveries, restaurants, etc.). A ces 46 milliards de travail gratuit pour l'Etat, il faudrait ajouter le travail gratuit des femmes salariées qui font leur double journée. Décidément l'oppression des femmes rapporte gros !

MADAME FIGARO

CONTRE

PINCES-MONSEIGNEUR

La femme, chacun sait est la gardienne du foyer. Elle sort peu, sinon une fois le matin pour faire les courses alimentaires et dans l'après-midi pour les visites, coiffeurs, lèche-vitrines.

Or, mesdames, même pendant une sortie de quinze minutes il risque d'être porté atteinte à votre joyau, votre fierté : votre foyer !

Heureusement, la chronique féminine du Figaro du 11 mai vous donne « les clés de la sécurité » : comment acheter judicieusement verrous, serrures, blindages, alarmes et d'autres petits conseils à tous les prix.

DU COTE

DES FEMMES

Du côté des femmes : semaine à la MJC de Fresnes.

Suite du programme :
Mercredi : Le rôle des femmes dans les luttes de libération nationales. A 21 h, film : L'heure de la libération a sonné. Puis un montage diapos : Femmes au Vietnam.
Jeudi : A partir de 14 h, courts métrages : Sorcières-camarades et une approche. A 21 h, le groupe de théâtre La Carmagnole présente une pièce sur les femmes et le chômage. Débat.

Vendredi : A 21 h, Catherine Héredel chante. Puis spectacle de danse, Faible dis-tu.

Samedi : A partir de 14 h, spectacle de marionnettes, guitare classique, court métrage vidéo. A 21 h, Les Filles de Mai Zetterling.

Dimanche : A partir de 14 h, marionnettes ; à 16 h Nuit de guerre, court métrage, puis Hester Street, film. Tous les jours, crèche, restaurant, expositions diverses.

La parole à Antirouille

LES JEUNES SE BATTENT AU QUOTIDIEN

La vie quotidienne d'un jeune de 15 à 18 ans, c'est l'école, l'apprentissage, l'armée, les premiers contacts avec le travail ou le chômage, la coexistence (pacifique ou non) avec les parents, la première piaule à trouver, les relations avec les mecs, les nanas, l'ennui.

Pas le pied quoi ! Heureusement d'ailleurs que c'est pas le pied. Autrement comment supporter la suite, l'entrée dans la vie « active », le monde des « adultes », de la cravate et de l'attaché-casé ou du pointage à 6 heures du mat., du chômage, de l'inflation... de la Politique (celle avec un grand P ; des HLM... De temps en temps, ça pète : un peu de vie pénètre à l'école, un peu de vie se répand dans la rue. Parfois, c'est Michel, prisonnier dans une impasse, qui se suicide dans son bahut en criant à ses copains : « battez-vous ».

Le temps libre que laisse le chômage ou l'absence aux cours, on peut le mettre en commun dans quelques rares MJC où un animateur sympa fait un effort. Par ci par là, à plusieurs, il y en a qui montent une coopérative, un canard, un groupe de musique... Et puis, avec les copains, les copines, des fois c'est pas mal.

C'est pour causer de tout ça qu'on fait Antirouille ; pour aider à mener tous les petits combats sur sa vie quotidienne. Pour essayer de comprendre cette énorme machine, la société, avant qu'elle ne nous ait complètement écrabouillés. Pour ne pas rester passifs dans la grisaille quotidienne, pour ne pas mourir idiots et tristes, pour rigoler quand c'est possible. Pour être heureux et avoir envie de se bagarrer pour que ça change.

Antirouille, c'est aussi un lieu d'expression libre du maximum de jeunes sur leur vie. Expression par le courrier, les poèmes, les contes, les dessins. Antirouille c'est aussi, histoire de ne pas trop se prendre au sérieux, beaucoup de dessins et de bandes dessinées. On est une vingtaine à faire Antirouille, pour moitié de jeunes de 15 à 18 ans, 2 anciens journalistes de Libé, d'animateurs etc.

On se retrouve tous une fois par mois, pendant une journée pour un grand comité de rédaction. Ensuite on bosse en petites équipes, par sujet. Toutes les tâches matérielles (diffusion, administration, collage, maquette, montage etc) sont faites par ces mêmes 20 personnes.

Autant dire qu'il y a du boulot. On n'est pas encore assez nombreux. On a quand même réussi à sortir 6 numéros. Le septième sort le 27 juin avec 16 pages de plus pour les vacances. Antirouille, diffusée dans les kiosques de 200 villes de France, tire actuellement à vingt mille exemplaires. A peu près neuf mille sont vendus.

Antirouille, c'est, bien sûr, de grosses difficultés financières. Nous ne sommes financés par personne. Nos seules recettes sont celles des ventes, des abonnements et d'une souscription que nous avons lancée depuis un mois et demi.

Au sommaire du numéro de Mai : un dossier de 15 pages « la parole est aux sexes » (masturbation, premières relations sexuelles). Lycées, CET, Facs : le ras le bol continue -manifestant, connais tes droits - zone poétique -Abyos : faire sa propre musique ; Italie : révolte au féminin - sérigraphie - karaté : Kiai, Kiai, Kiai -8 pages de bloc-notes Antirouille et des bandes dessinées. Achetez Antirouille, critiquez-le, écrivez-nous, abonnez-vous, souscrivez.

Témoignage

« COMMENT JE ME SUIS RETROUVÉ PLACÉ D'OFFICE EN HOPITAL PSYCHIATRIQUE »

Nous reviendrons sur le scandale des placements d'office dans les asiles psychiatriques dont de nombreux cas ont été dénoncés par le GA, l'AERL'P, Gardes-fous, etc... Nous publions aujourd'hui le témoignage d'un camarade employé au BHV et militant syndical.

Le 15/4/76, une tentative d'intimidation par le suicide envers une personne réactionnaire et enfant de Pétaïn m'a fait plonger dans le milieu asilaire sous prétexte d'être un « individu dangereux ». Pris en charge par la police, je suis transféré à l'infirmerie spéciale du dépôt, qui n'a d'infirmerie que le nom, tant les conditions d'hygiène y sont déplorables, pris en charge par des flics infirmiers plus doués pour la boxe que pour les soins médicaux.

Le lendemain, je passe dix minutes devant un psychiatre flic, qui reçoit ensuite, hors de ma présence, la personne « intimidée ». Alors que je devais sortir, aux dires du psychiatre, dans moins d'une demi-heure, je me suis vu notifier un placement d'office (PO) à l'hôpital psychiatrique de Ville Evrard.

A mes requêtes, assistance d'un avocat de mon choix, assistance d'un membre de ma famille, je n'ai reçu que des refus. Il faut noter que ce genre d'internement est quasi illimi-

té et que si, personnellement, j'en suis sorti au bout de trois semaines, alors que certains psychiatisés croupissent parfois des dizaines d'années, c'est grâce à la prise en charge de mon cas par la section CFDT du BHV, en liaison avec celle de Ville Evrard, à l'intervention d'avocats et de la LCR. C'est donc un impératif militant que de se mobiliser sur ce problème afin que cessent tous les internements arbitraires.

J'en demeure pas moins que je suis dorénavant inscrit au fichier des aliénés dangereux et que cette inscription est pire qu'un casier judiciaire chargé, compte tenu du pouvoir quasi illimité de la psychiatrie sur tout individu. Au sein de l'hôpital, la routine : c'est les sempiternelles pillules de toutes les couleurs, une véritable camisole chimique, et le traitement par les médecins des malades qu'ils jugent « intéressants ». Quant aux autres, il ne faut pas non plus que les élèves (auxquels certains moniteurs enseignent que les gauchistes sont des paranoïaques) s'intéressent trop à certains malades. Vu leur absence de statut, la porte de sortie leur est grande ouverte.

La psychiatrie ne concerne pas que le personnel des hôpitaux psychiatriques. Chacun d'entre nous peut, à tout moment, sous des prétextes divers, s'y trouver enlucé.

Théâtre Job (Bordeaux) Théâtre Action (Grenoble) Théâtre à Emporter (Béziers)

UN THEATRE NE DE LA RUE

Donner la parole aux jeunes troupes théâtrales travaillant dans les régions ou à leur public n'est pas seulement sacrifier à une obligation ou céder aux accusations de parisiens mandarins, quartierisme latin et autres péchés de capitale.

Les deux textes que nous publions aujourd'hui montrent qu'un renouvellement important du travail théâtral est produit par mille liens qui

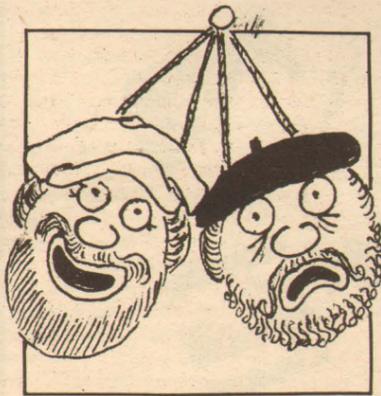
unissent les troupes à des communautés régionales, urbaines, sociales. Si l'on se réfère aux projets du Théâtre Job à Mérignac, ou du théâtre action de Grenoble style de tournée du Théâtre à emporter de Béziers, on appréhende la réalité de cette insertion. Théâtraux, soyez comme des poissons dans l'eau !

Mais, parisiens, ne soyez pas tristes, à partir de dimanche prochain vous pourrez apprécier les résultats d'une cinquantaine de troupes régionales à

domicile à l'occasion des rencontres théâtrales de Sèvres organisées par la M.J.C. de Boulogne-Billancourt.

Aujourd'hui nous posons la première pierre d'une enquête sur les théâtres régionaux avec l'interview d'un membre du Théâtre à Emporter de Béziers et un article sur le Théâtre Job de Bordeaux et le Théâtre Action de Grenoble.

« Désir à crédit » du Théâtre-action ; « M'enfin » du Théâtre Job : comment on suscite le désir en proposant le crédit, dans une pièce ou c'est aussi tous les mécanismes d'aliénation qui paraissent à l'évidence ; m'enfin que se passe-t-il dans ces rues où les fous accusent les autres de folie, dans une succession de sketches dramatiques ou hilarants. Des spectacles nés de la rue, qui parlent de la rue ; mais surtout des spectacles qui donnent envie d'agir.



On est d'abord frappé par l'aspect quotidien des gestes et des paroles ; puis par l'efficacité de la dénonciation ; et le réflexe qui se produit c'est de vouloir soi-même employer ce moyen, prolonger l'effet obtenu.

Alors interviennent tous ceux qui pensent que cette simplicité n'est qu'apparente et cache en fait des années de travail technique : jamais le minable spectateur moyen ne pourra être aussi efficace que ces troupes. N'en déplaise aux défenseurs de la propriété privée en matière de production, à Grenoble comme à Bordeaux, le passage du nouveau théâtre ne cesse de susciter la constitution d'équipes. Celles-ci travaillent avec l'aide technique de ces professionnels éloignés de toute préoccupation corporatiste.

Leur passage, d'ailleurs, ne débouche pas forcément sur la constitution

d'un groupe. Le théâtre Job prépare dans une Cité à Conflans un spectacle avec tous ses habitants, leur montre qu'il est possible qu'ils se connaissent mieux et qu'ils agissent ensemble. Ils vont monter pour l'année prochaine une grande reconstitution de la vie de Don Quichotte avec tous les habitants de Mérignac, mille personnes, jusqu'aux cascadeurs qui seront les membres de l'équipe de rugby...

Sortir le théâtre de son ghetto culturel ce n'est pas seulement élargir le public au théâtre c'est aussi rendre à la population ce qui est à elle : lui rendre la parole. Huit ateliers-théâtres se sont constitués sur la région de Bordeaux après le passage de Job. N'est-ce pas là le meilleur moyen de recréer aussi un public ?

Quand le théâtre ne vise pas que la

couche « cultivée » de la population, il doit aussitôt se poser le problème des différents langages et comportements de la population, des classes et couches sociales qui la constituent.

Le Théâtre-action et le théâtre Job ne posent pas le problème en termes d'antagonisme. Il s'agit pour eux de ne pas donner la priorité à tel langage plutôt que tel autre ; de ne pas faire de bouillon gras, ni ouvrierisme, ni populiste ; c'est au contraire de l'affrontement des divers comportements entre eux qu'ils veulent faire naître la réalité concrète et vivante. C'est le travail de Job à Conflans. C'est dans « Désir à crédit » la conversation typifiée, pour chaque personnage, de son langage, de ses gestes, de ses vêtements. Le spectateur construit alors en fonction du personnage qui le représente, sa propre critique ou celle de l'autre dont il peut dévoiler les mécanismes, qu'il n'avait pu mettre à jour dans sa vie quotidienne.

Le Théâtre-action a découvert, dans sa pratique avec les travailleurs immigrés combien le manque de références culturelles des étrangers en France pesait dans leur lutte quotidienne. On leur retire jusqu'à leur nom ; on les perd dans la jungle. Leur permettre de renouer avec leur culture, c'est leur permettre de trouver un pôle de références, une identité de comprendre celle qu'on leur oppose, de réorganiser leurs luttes communes du point de vue de leur exploitation spécifique. De jeunes immigrés ont commencé à pouvoir parler quand au cours des animations réalisées par les acteurs-animateurs du Théâtre-action, les enfants ont inséré dans leur jeu dramatique des chansons de leur pays d'origine.

C'est à la suite d'un travail identique d'expression qu'un groupe de travailleurs maghrébins s'est constitué en groupe permanent d'expression qui réalise ses propres spectacles d'intervention en arabe autant qu'en français.

C'est en même temps un enrichissement permanent pour le théâtre lui-même, qui trouve, en sortant de son lieu traditionnel de production, la force et les moyens de rompre avec des gestes codifiés depuis des siècles, alors que les besoins d'expression étaient tout autres.

Job et le Théâtre-Action ont manifestement rompu avec le théâtre « populaire » de beaucoup, qui puisse trop largement dans les formes de la Comédia dell'arte qui correspondaient aux préoccupations d'une société bien différente. Job et le Théâtre-action apprennent des « loulous » de quartier, des « délinquants » avec lesquels ils travaillent, les gestes efficaces, les signes réels et concrets, tous les nouveaux codes sans lesquels le théâtre ne pourra jamais conquérir ce public. Le Théâtre-action parle d'une « ethnologie du présent ».

Rendre leur parole à ceux qui l'ont perdue ; faire naître des acteurs et des groupes d'interventions ; s'en nourrir et créer par là même les conditions concrètes du développement d'un public. C'est aussi le moyen d'assurer l'indépendance idéologique du théâtre. Accrochés au réel et aux luttes de tous les jours ; n'hésitant pas à travailler en liaison avec les organisations de masse qui structurent la vie active des gens et leurs combats, tel le Syndicat de la

magistrature, le MLAC, etc. les acteurs-animateurs de Job et du Théâtre-action négocient à partir d'un rapport de force bien concret, la rétribution sur les deniers publics de leur travail public.

Aucune garantie réelle ne leur est donnée ; aucune subvention ne leur est

garantie à long terme, puisqu'elles sont remises en question tous les ans. Ils se trouvent d'ailleurs actuellement dans une situation difficile puisqu'il risque de leur manquer 20 millions AF sur un budget annuel de 65 millions AF. Mais la méthode est bonne. A nous des les aider.

Interview du Théâtre à Emporter

EN PRISE SUR LE QUOTIDIEN

● Le Théâtre à emporter s'est créé en 74 autour de « L'exception et la règle » de Brecht. Cette année vous présentez vos propres créations. Qu'est-ce que cela représente pour vous ?

Faire des créations, c'est à la fois sortir des limites d'un théâtre d'auteur et pouvoir aborder les problèmes de la région plus concrètement. Le but, c'est d'avoir un éventail de pièces qui répondent aux préoccupations des gens : l'implantation de l'énergie nucléaire, le tourisme, l'exode, le chômage, la crise viticole. Et cela, non pas dans l'optique qui consiste seulement à se contenter d'être l'écho des luttes, d'en faire le compte-rendu, mais aussi d'apporter un point de vue dans la critique.

● Et quels moyens vous donnez-vous pour que cette solidarité avec les travailleurs soit concrète ?

Il y en a plusieurs. Il y a d'abord le lieu où l'on joue. C'est important, car s'il faut que les gens sortent de chez eux, il faut également qu'on aille à leur rencontre là où ils vivent, travaillent. Là où notre forme de théâtre prend sa véritable signification, c'est quand on va jouer pour des manifestations (journées anti-nucléaires) ou dans les grèves. Un théâtre municipal restera toujours coupé de la réalité parce qu'il est extérieur à la vie des gens. Là, par contre où le théâtre a le plus de signification sociale et politique, ce sont les MJC, les foyers ruraux, les lycées, les facultés, les entreprises, là où on a une prise sur la réalité quotidienne.

Il y a aussi les thèmes : comme je te l'ai dit, il faut partir des préoccupations qui nous sont communes à tous, c'est le seul moyen de construire un dialogue.

Mais autre chose est aussi très important, dans le cadre du théâtre que nous avons choisi, c'est le problème qui surgit à un moment donné de nos rapports avec les partis et syndicats ouvriers. Notre politique est d'avoir le maximum de contacts avec eux. On a souvent joué en passant des contrats avec des comités d'entreprise, dans des fêtes politiques. Mais là aussi, on s'est aperçu qu'on avait un combat à mener. Certaines unions locales nous sont ouvertes, mais beaucoup ne sont pas con-

vaincues de la portée de notre forme de théâtre. Il y a des réticences ; on nous a dit un jour qu'il fallait donner aux gens ce qu'ils demandent, c'est-à-dire la chanson de Mireille Mathieu, de Joe Dassin, jusqu'au théâtre de R. Hossein. C'est un faux problème : dans les tournées que nous avons faites, on a vu qu'il y avait une demande énorme des travailleurs pour une autre culture...

● Comment vous en sortez-vous pour fonctionner ?

Travailler en dehors du réseau culturel bourgeois, cela veut dire n'être reconnu par personne sinon le public. Dans l'AJT (Action pour le jeune théâtre), où la presque totalité des troupes régionales dans notre cas sont fédérées nationalement, on se bat pour obtenir du Conseil général une subvention pour les troupes. Pour les contrats, on prend ce qu'on nous donne.

● La multiplicité des troupes sur la région n'entraîne-t-elle pas une concurrence entre vous ?

Non, au contraire. Les troupes ne se disputent pas le monopole du théâtre régional. Il y a de la place pour d'autres encore et nos actions sont complémentaires. Il y a une identité entre elles au niveau de leur rôle militant, même s'il y a des divergences sur la conception du théâtre. C'est entre tous que nous arriverons à créer un réseau de diffusion populaire dans la région.

● Plus précisément : quel rôle peut jouer un regroupement des troupes dans la région ?

La base sur laquelle se sont retrouvées les troupes dans l'AJT, c'est leur situation économique désastreuse. Mais la bataille de l'AJT est uniquement revendicative. A un moment donné, cela peut être une limitation à la lutte. Un but intéressant serait que nous arrivions à concevoir une élaboration commune au niveau culturel dans la région, que nous centralisions notre action politique, et réalisions des interventions communes sur certains problèmes culturels et politiques. Un rassemblement des troupes autour d'un programme d'action assez précis et formalisé, serait le plus efficace.



prise de parole



A propos du film « La dernière femme »

UNE SYNTHÈSE DE NOS CONTRADICTIONS

Je ne dirais pas que je ne suis « pas d'accord » avec l'article de Denise Avenas (Rouge n° 43) sur la Dernière femme de Ferreri. S'il est vrai que la force de ce film est de nous interpeller chacun(e), alors l'exigence d'un point de vue unique et uniforme sur ce film serait aberrante.

Seulement, je n'ai pas ressenti du tout l'aspect « dénonciation implicite » (par la culpabilisation et l'apitoiement sur le sort des mecs) du mouvement des femmes. Parce que je n'accorde pas une importance décisive à la scène finale d'auto-castration, d'autres choses me paraissent dites dans ce film, essentiellement, et qui lui donnent une force dénonciatrice et subversive profonde. Je prendrai deux exemples :

- le premier, c'est la façon dont Ferreri montre l'incapacité totale de Gérard Depardieu, non pas même de résoudre, mais seulement de comprendre les questions posées par les femmes : Valérie, la mère du gosse, les féministes... La seule façon dont il les retranscrit, c'est : « Bon. Ça va pas, alors on baise plus ». Baiser/pas baiser, il ne sait comprendre que ce dilemme, qui est justement remis en cause fondamentalement par ces femmes. C'est très bien montré par Ferreri, et ce n'est pas rien : il n'y a pas si longtemps que fleurissaient, jusque dans nos rangs, les « si tu veux pas baiser avec moi, c'est que tu n'es pas vraiment libérée » des mecs...

- le second, qui me semble le moment capital du film : Depardieu assistant, en voyeur (par jumelles) impuissant (à tous les sens du terme) à la complicité spontanée entre deux femmes, qui n'ont rien en commun si ce n'est l'essentiel : se retrouver ensemble, sans lui, avec un rapport spontané au gamin que lui n'a jamais pu avoir autrement que sur le mode de la propriété (« il est à moi. Il m'appartient »). Et

d'emblée, il voit entre elles deux s'établir un rapport de tendresse qu'il a toujours été incapable de donner, de vivre, de désirer. C'est à partir de là que le rapport de force se renverse, et je trouve remarquable que Ferreri ait aussi clairement montré que ce renversement ne pouvait se fonder que par des rapports entre femmes excluant les mecs : ne retrouve-t-on pas ici la fonction de la non-mixité des groupes femmes ?

Dès lors, la castration finale ne change rien : ce qui est indiqué ici, c'est que ce mec, castré, il l'était du début, sa polarisation sur le phallus lui interdisant de rien comprendre à l'exigence d'un nouveau discours et de nouveaux rapports exigés par les femmes.

J'ajouterai enfin que, contrairement à Pascale Werner dans Politique-Hebdo, fait que le phallogocritisme du mec ait été accentué n'est pas là pour empêcher toute « identification ». Il est seulement révélateur d'attitudes moins énormes, mais qui sont fondamentalement aussi graves : et pas un mec (en tous cas... pas moi !) sortant de ce film ne pourrait affirmer qu'il ne s'est pas, à un moment ou à un autre, reconnu. « Parole d'homme », ce film ? La critique paraît peu fondée : Ferreri parle de ce qu'il connaît. Imaginons le déferlement de critiques (« démagogue, récupérateur... ») s'il avait prétendu parler, à leur place, de l'oppression des femmes.

Ce film, en tant qu'il est une prodigieuse synthèse de toutes les contradictions que nous vivons les un(e)s et les autres en ce moment dans nos rapports, me semble, contrairement à l'avis de Denise, être très symptomatique du nouveau rapport de force que la lutte des femmes a institué quant à la façon d'aborder ces problèmes. Les militant(e)s révolutionnaires ne peuvent, je crois, que s'en féliciter.

M.F., homme

Dans l'objectif

ANGERS

L'Olivier, film du collectif cinéma de Vincennes passe pour une semaine en circuit commercial au cinéma le Club.

BASTIA

Shea stadium passe ce soir à Bastia. Un film avec les Beatles. Salle des fêtes, 19h 00 et 21h 00.

CLERMONT-FERRAND

La cinémathèque l'Essai quant à elle projette pendant les trois jours qui viennent : T'as pas cent balles ? de Ph. Mira.

A partir du 14 mai, le TAP (théâtre action de Prairial) présentera : le petit train de M. Kamodé, d'André Benedetto. Grand jeu politique sur le Kapitalisme monopoliste d'Etat. 14, 15, 16 mai. Pont du château (salle de la jeune Gaule)

GAILLON

Une exposition au centre d'éducation populaire à partir d'aujourd'hui : L'Irlande aujourd'hui (Photos, affiches, documents). Rue Pierre Brossolette. Tel : 53 09 56.

LA ROCHELLE

Le film de Chantal Akerman, Jeanne Dielman passe ce soir à la maison de la culture.

LYON

La fête de PH démarre aujourd'hui, à partir de 14h. Avec au programme : Steve Warring, Les Diabolos, Vericel-Garland, Garnier, La Carrière (free jazz Workshop), le TJA et l'Ebouriffé, la compagnie de la Traboule, Dominique Christian et Tonia Munuera, Guidon, Edmond et Clafouti. Centre Pierre Valdo. 176, rue Pierre Valdo, 5°.

Deux films au Cinématographe : Aloïse, de Liliane de Kermadec, avec Delphine Seyrig et Isabelle Huppert (le film sera suivi d'un débat). 21h 50. Et Miss O'Gynie et les homes-fleurs à 14h 45 et 20h.

MULHOUSE

Une semaine Amérique latine a lieu à la librairie LPI Vente : « Chants profonds de l'Amérique latine ».

Avec débat sur la nouvelle chanson chilienne (avec un groupe). Montage diaps : « Le Chili est à notre génération ce que le Vietnam était à la précédente ». Expo : l'art précolombien (tissage, poterie, filage). Musique d'Amérique latine.

NICE

La MJC Gorbella (cinéma acuel) vient de changer son programme. Elle projette un film de Guy Debord : La société du spectacle.

Quant à la MJC Magnan elle organise, elle, la projection de Fat city, de John Huston.

ORLEANS

Le festival du spectacle pour l'enfance et la jeunesse accueille à 15h le théâtre Chat qui présentera A califourchon : spectacle magique où la fleur est une étoile, les lapins blancs sont en couleur, les grands deviennent plus petits que les petits et les petits plus grands que les

grands, où 2 peut-être 7. « Pour les 6 à 12 ans, env. Carré St-Vincent. Tel : 87 90 87.

RENNES

Quatre séances de cinéma à la maison de la culture. Projection du film de Luigi Comencini : Un vrai crime d'amour. 14h 30, 17h 30, 20h et 22h.

AUBERVILLIERS

Le studio (théâtre de la Commune) projette ce soir un film de Georges Roy Hill, Butch Cassidy et le Kid (20h) et celui de Glauber Rocha, Antonio das mortos (22h).

BURES

Dans le cadre de son expo, « le cirque a 200 ans », la MJC intercommunale de Bures organise une série de manifestations ayant trait au cirque : pour les enfants de 11 ans aujourd'hui « Le joueur de flûte, de J. Démy (14h). 40, rue Ch de Gaule. Tel : 907 74 70.

COMMENT ILS IMAGINENT LA MAISON ?

Des enfants du monde — âge 4 à 13 ans — ont répondu par le dessin à la question.

Maisons à roues, maisons à ailes, maisons-bateaux, maisons-fusées et même une maison-valise semblent prouver leur désir de départ. Désir de nature aussi : fleurs, arbres, maisons des cités tracées d'un seul trait par un garçon de cinq ans alors que trois fleurs géantes sont plantées sur la droite de ce lieu entièrement clos.

Pour les plus petits, le thème de la maison se confond parfois avec celui de la mère et de la nourriture, mais il y a aussi des dessins de papas.

Venus des Antilles ou du Sénégal, des dessins de garçons et de filles de plus de treize ans qui sont tous — étrangement — tracés à la règle, prouvant des méthodes éducatives semblables mais aussi la vive imagination de leurs auteurs.

Beaucoup de plans dans cette exposition qui prouvent — à quel point dès le plus jeune âge — le milieu social nous marque. Cette fille de neuf ans ne manque pas d'indiquer une entrée de service et un salon, d'autres le chauffage central. Ces jeunes africains dessinent « la maison du (ou de la) Bordelle ». Phantasmes et rêveries, encore, d'adolescents avec cette chambre contenant juste un lit au milieu. Au dessin est joint un poème : « ... On pourrait rêver dans cette chambre et cette chambre est conçue exprès. Mais », voyez-vous, personne ne la fréquente. »

Maisons encore qui tiennent sur la pointe d'une triangle et dont le plan est un labyrinthe... Probablement la maison symboliquement la plus proche du monde dans lequel ils vivent...

Jusqu'au 15 mai — Atelier d'expression libre. 8, passage de la Moselle. 75019 Paris. Les mercredi, jeudi, vendredi, samedi de 14 h à 20 h.

«télévision»

TF 1

- 13.00 Journal
- 14.15 Les visiteurs du mercredi
Entre nous. Les nouveautés du livre, de la musique, et du cinéma.
- 15.25 Le club
Un invité : Claude Bolling, et trois court-métrages.
- 16.40 La parade des dessins animés
Cinq dessins animés de valeur inégale
- 17.10 Les infos
L'actualité pour les jeunes (pas meilleure que pour les adultes)
- 20.00 Journal
- 21.00 Football : finale de la coupe d'Europe des clubs champions
Saint-Etienne/Bayern de Munich

A 2

- 14.30 Flash journal
- 16.20 Un sur cinq
On y traitera, entre autres, de l'univers du film fantastique, de variétés et surtout de l'expérience de l'autogestion dans un lycée d'Oslo (Suède), dans « dix minutes pour répondre »
- 18.30 Journal
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 20.00 Journal
- 20.30 L'homme de fer
Encore une série américaine. Un (petit) policier de Robert Pirosh : Silence de mort
- 21.25 C'est-à-dire
Là, c'est toujours la surprise, puisque c'est un magazine d'actualités hebdomadaire...

FR 3

- 19.05 Programmes régionaux
Il faut trier : Ploërmel, un pays, un contrat ; Lille, Amiens : les prix au piège...
- 19.20 Actualités régionales
- 19.55 Flash journal
- 20.30 Un film, un auteur
Un aller simple, film français de José Giovanni. Un film qui essaie de mettre en scène (mal) le « Milieu ».
- 22.25 Journal



BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge », 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°.....

VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN 300 F	200 F	500 F
6 MOIS 150 F	100 F	250 F
3 MOIS 80 F		130 F

Cheques à l'adresse de D. Bensaid, SANS AUCUNE AUTRE MENTION. (Pour les plis fermés, écrire au journal).



LA POLICE ITALIENNE EN QUESTION

De notre envoyé spécial à Rome Franck Tenaille

Rencontre avec Franco Fedeli, responsable de la revue « Ordre public » et porte parole du mouvement démocratique au sein de la police

« Nous voulons que les policiers italiens entrent dans la classe des travailleurs... »

« L'expérience française nous a servi pour nous mettre en garde ».

L'HISTOIRE « D'ORDINE PUBLICO » ET LA GENESE DU MOUVEMENT DEMOCRATIQUE AU SEIN DE LA POLICE

● Une histoire relativement simple pour F. Fedeli. A l'origine *Ordine publico* est une publication confidentielle, passe-temps, d'un ex-policier. Celui-ci mourant, son fils voulut poursuivre l'entreprise. Il s'adressa à la maison d'édition à laquelle Fedeli collaborait comme journaliste. Percevant que cet outil pouvait permettre de pénétrer au sein de la police et d'y mener débat, il en accepte la responsabilité. A la suite de quoi, tenant compte de l'arrière-plan politique du milieu, il entamera un lent processus de reconversion du caractère de la revue. Une évolution dans laquelle le lien avec les lecteurs aura une fonction essentielle. « Au départ, raconte Fedeli, nous avons demandé aux diverses composantes de la police d'envoyer des correspondances. D'abord sont arrivées des lettres anonymes avec des dénonciations qui révélaient un état de haine extrême envers les supérieurs et leur violence. Petit à petit, se rendant compte qu nous ne publions pas les lettres anonymes, arrivèrent les premières lettres signées ». Ces lettres, Fedeli les publia tout en gardant la paternité de tout ce qui était écrit. Un rapport de confiance dès lors s'instaure. Une autre étape est possible. Elle coïncide avec l'automne chaud italien de 1969/70.

« Quand la thématique de la rue impose aux policiers qui s'opposaient aux travailleurs dans la rue une série d'interrogations, le policier se demande alors : quel est le rôle que j'exerce dans ce pays ? ». L'audience de la revue croît pour atteindre le chiffre de 50 000 exemplaires (tous en abonnements). C'est-à-dire qu'« *Ordine publico* », dont chaque numéro est lu en moyenne par quatre personnes, touche environ 200 000 personnes. 80 % du personnel, selon Fedeli, serait lecteur de la revue. Puis intervient un phénomène très important : les lecteurs, qui se considéraient auparavant comme correspondants, sentent le besoin de mener un certain type de lutte, deviennent en quelque sorte les

« cadres » du mouvement. Une action au départ absolument clandestine selon les méthodes utilisées durant la résistance italienne.

« La répression fait partie du syndicat, constate Fedeli, aussi quand la répression arriva, nous ne pouvions être détruits ». Etape suivante : l'opinion publique. Ce fut l'Assemblée nationale de Rome du 21 décembre 1973 à l'Hôtel Hilton en présence des trois secrétaires confédéraux des syndicats (CGIL, CISL, UIL). 2 500 délégués de toute l'Italie, des policiers qui s'expriment ouvertement : un événement qui traumatise « l'opinion publique bien pensante ».

Rouge : Que voulaient les policiers ?

F. Fedeli : Pas ce que les policiers voulaient en France où les motifs d'insatisfaction sont avant tout d'ordre corporatistes. Les policiers ont commencé leur lutte sans demander une augmentation de 50 000 lire. Ils demandaient un droit à la fonction. Ils voulaient servir le pays, avoir un rôle démocratique. Les problèmes normatifs (réglementation des horaires, conditions de travail, rétribution des heures supplémentaires) sont venus après.

R. D'où votre bataille pour une réorganisation (« reordinamento ») plutôt que pour un syndicat ?

Un syndicat compte tenu de ce qu'est la police nous conduirait à la même expérience qu'en France, c'est-à-dire deviendrait autonome. Tandis que nous voulons un syndicat qui soit à l'intérieur des confédérations, lié à la classe ouvrière. L'expérience française nous a servi pour nous mettre en garde. Nous aurions risqué de donner un traitement de faveur économique aux policiers, donc de les considérer comme une caste, tandis que nous voulons qu'ils entrent dans la classe des travailleurs.

BATAILLE CIVILE AVEC LE MONDE DU TRAVAIL

R. Un projet qui emprunte des données à la police britannique, voire en ce qui concerne la spécialisation dans le domaine de la criminalité, à la police française ?

F.F. En effet. Le policier devient employé de l'Etat et n'est plus appelé

nombre, c'est la qualité. Il y a donc nécessité de ne plus rendre humiliant le métier de policier parce que dès lors est pris en compte une plus grande qualité humaine.

R. Votre conception suppose cependant un changement total du pays tel qu'il est aujourd'hui ?

F.F. Certes complètement. Totalement.

R. C'est un discours à l'intérieur d'une série de batailles démocratiques ?

Ceci est une bataille civile avec le monde du travail. Nous savons combien a coûté en France le corporatisme des policiers. Pour une poignée de sous les policiers de Monatte (Syndicat autonome majoritaire - NDLR) sont sortis dans la rue et ont tapé sur la tête des gens. Donc ils sont devenus plus violents, car ils se sont construits mentalement. Tandis que si on dit au policier « ta bataille est la même que

CHAQUE ETAT MET AU MONDE ET FAIT VIVRE UNE POLICE A SON IMAGE

Rouge : Dans plusieurs articles « *d'Ordine publico* » vous vous référez à la police française et semblez subjugué par son efficacité. Une efficacité qui pose problème ne croyez-vous pas ?

F. Fedeli : J'ai dit seulement que la professionnalisme de la police française est supérieure à celle de la police italienne.

Rouge : C'est-à-dire ?

F. Fedeli : je fais une distinction entre les services de police judiciaire dans lesquels elle a une haute professionnalisme et les services d'ordre public sur lesquels, en ce qui concerne la police française, je porte un jugement négatif. Selon mon expérience je pense que la police française dans la lutte contre la criminalité est en position d'avant-garde.

Rouge : Quelles garanties vous donnez-vous pour que ce caractère d'avant-garde que vous revendiquez ne se retourne pas à terme contre le mouvement ouvrier ?

F. Fedeli : Il faut renouveler l'école de police, enseigner aux élèves les principes civils de leur métier. Et jusqu'ici je crois que seule la police anglaise a réussi cela.



celle que mène l'homme de la Fiat ou de Renault » alors on fait un bon policier.

que par des dirigeants « démocratiques », par des formes d'organisations syndicales démocratiques au sein de la police ?

● Il semble que les organisations politiques et syndicales aient durant toute une période marqué une assez large défiance par rapport au mouvement. Il a fallu la participation de responsables syndicaux des confédérations aux réunions clandestines pour que celle-ci s'estompe. Aujourd'hui les rapports sont étroits et les propositions du mouvement s'inscrivent réciproquement dans les projets avancés par les forces de gauche. Une prise en charge qui a permis au mouvement de faire un grand pas vers l'extension des droits d'association aux membres des forces de police. Ceci dit il reste à se demander si cette volonté de « rationalisation » d'une partie de l'appareil d'Etat bourgeois ne présente pas le risque (Cf. les projets similaires dans les armées européennes) de favoriser une plus grande disponibilité opérationnelle qui, à terme, peut se retourner contre le mouvement ouvrier.

F. Fedeli déclare avoir envisagé ce risque. Et pour l'évoquer rappelle un projet de Fanfani contre lequel le mouvement s'était immédiatement opposé car il visait « à carabinieriser la police ». Ce faisant, voyant le danger du seul point de vue d'un processus de militarisation, le risque évoqué demeure.

F. Fedeli : D'où dans nos propositions l'importance d'un travail de formation individuel des policiers. Il faut travailler pour avoir une structure et des hommes démocratiques.

Rouge : En ce cas prenons un exemple. Vous avez publié en février un article sur la police politique. Quelles garanties peut-on avoir qu'une telle police, que vous réclamez efficace, n'agisse pas à l'envers de vos buts. Ce n'est pas seulement la garantie des dirigeants...

F. Fedeli : On peut organiser une police politique qui s'occupe seulement des adversaires de la constitution. Chez nous, par exemple, il doit exister un bureau qui s'occupe des organisations fascistes ou des autres adversaires qui combattent l'Etat constitutionnel. pas l'Etat bourgeois, il faut faire la différence.

Rouge : Quelle différence ?

F. Fedeli : (rire) Ça c'est en dehors des questions de police. L'organisation de la police doit défendre l'Etat qui est l'expression...

Rouge : ...de la majorité ?

F. Fedeli : De ceux qui lui ont donné une loi constitutionnelle. Chez nous la constitution est née de la résistance italienne.

Rouge : C'est-à-dire que cela représente pour vous une référence qui n'a jamais été appliquée ?

F. Fedeli : Ah ! jamais. Par exemple le premier article dit que la République est fondée sur le travail... Nous avons un million et demi de chômeurs en Italie.

● Dès lors pour Fedeli la question des fichiers devient un problème juridique, « chaque Etat mettant au monde une police à son image ». Quant aux menées actuelles de secteurs de la bourgeoisie visant, face à l'éventualité de la venue de la gauche au pouvoir, à bloquer « la transition démocratique » il ne nie pas qu'elles existent.

Rouge : De quels appuis pourraient bénéficier ces tentatives au sein de la police ?

F. Fedeli : Je répondrai seulement cela. Le mouvement a créé une conscience démocratique. On ne peut plus user des policiers comme il y a 4 ans. Pensez que 90 % des policiers sont sur les positions du mouvement, même si la plupart n'osent pas l'affirmer ouvertement. Cela permet un contrôle de l'adversaire avec une assurance et une constance quotidienne. C'est une grande garantie pour la liberté.

Rouge : Elle intervient aussi la police anglaise contre les luttes ouvrières, les piquets de grève ?

Rouge : Ceci ne résoud pas le problème. En France les gardes-mobiles sont connus pour leur maîtrise face aux manifestants...

F. Fedeli : Oui, mais il y a une différence énorme entre la police anglaise en action dans les grèves et la police française dans les grèves. Avant tout le policier anglais est complètement désarmé et en France il est armé. En ce qui concerne les manifestations il faut créer des policiers spécialisés ayant une expérience. Il faut user du matériel humain hautement instruit.

F. Fedeli : Il y a un dessein politique derrière eux. Il faut avoir des dirigeants qui soient réellement démocratiques pour s'occuper de ces questions. Alors nous pouvons avoir réellement des garanties pour les citoyens.

Rouge : Ces garanties démocratiques ne seront-elles pas mieux assurées plutôt